

PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE

Un stock stratégique suffisant pour plus d'une année

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a rassuré sur la disponibilité des produits alimentaire de base sur le marché et que le stock stratégique de ces produits suffisait pour plus d'une année. P 5



INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Intérêt croissant des Européens

Dans un contexte marqué par une interdépendance croissante entre l'Algérie et l'Union Européenne (UE), les relations économiques entre ces deux acteurs majeurs continuent de se renforcer, offrant des opportunités prometteuses pour le développement mutuel et la coopération bilatérale.

P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés



Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de textes de loi et à la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P 3

DES DISCUSSIONS SONT EN COURS AFIN DE RENOUVELER DES ACCORDS BILATÉRAUX

Le Canada souhaite édifier un «partenariat solide» avec l'Algérie

Le Canada souhaite construire avec l'Algérie un partenariat «solide et mutuellement bénéfique», a affirmé, hier à Alger, l'ambassadeur du Canada en Algérie Michael Callan, assurant que des discussions bilatérales ont été engagées avec les autorités algériennes afin de renouveler des accords bilatéraux portant sur plusieurs secteurs de coopération.

P 3

8^e SESSION DE LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-OMANAISE

**Signature
de trois mémorandums
d'entente** P 3

PÉTROLE

**Le Brent en hausse
à près de 83 dollars** P 5

ECONOMIE

**Le système commercial
international «au bord
de la fragmentation»** P 5

AID EL ADHA
Mise en garde
contre les
complications
du kyste
hydatique

Le Directeur général de l'Institut national de la Santé publique (INSP), Pr Abderrezak Bouamra, a mis en garde, mercredi à Alger, les citoyens contre les risques de contracter le kyste hydatique lors du sacrifice lié à l'Aid El Adha. Lors d'un point de presse sur le kyste hydatique animé à quelques jours de cette fête, le Pr Bouamra a insisté sur la nécessité de se prémunir contre cette infection parasitaire, généralement transmise du foie atteint du mouton à l'homme via le chien, et pouvant mettre en danger la santé humaine lorsqu'il se développe avec le temps. "Il faut savoir que le volume du kyste hydatique peut évoluer sur une durée de 3 à 10 ans et la maladie est asymptomatique. Ce n'est que lorsque son poids devient gênant qu'il est ressenti et qu'il provoque des vomiques hydatiques en cas de surinfection ou de rupture", a-t-il expliqué. En guise de prévention, le Pr Bouamra a notamment préconisé l'hygiène des mains et des ustensiles du sacrifice ainsi que l'enfouissement de l'organe parasité du mouton, sur une profondeur minimale de 50 cm, en prenant le soin de l'asperger de chaux ou autre produit dissuasif pour le chien. De même qu'il est conseillé, avant l'enfouissement, de détruire le foie de la bête par l'incinération ou l'ébullition, a ajouté le même responsable, notant que l'humain est généralement contaminé par le contact avec le chien mais parfois, de manière indirecte, après ingestion d'aliments infectés par les parasites. Le Pr Bouamra a fait savoir, à ce titre, que c'est le foie humain qui est majoritairement contaminé et moins souvent le poumon, avant d'évoquer l'impératif de "rompre cette chaîne de transmission", d'autant plus, a-t-il observé, que le sacrifice des moutons se pratique "souvent collectivement dans des espaces publics".

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Intérêt croissant des Européens

Dans un contexte marqué par une interdépendance croissante entre l'Algérie et l'Union Européenne (UE), les relations économiques entre ces deux acteurs majeurs continuent de se renforcer, offrant des opportunités prometteuses pour le développement mutuel et la coopération bilatérale.

Par Mourad A.

L'Algérie et l'UE entretiennent des relations commerciales étroites, avec environ deux tiers des exportations algériennes destinées à l'Europe, et un tiers des importations algériennes provenant de l'UE. Thomas Eckert, chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie a affirmé que cette forte interconnexion économique est soutenue par des liens étroits entre les entreprises des deux régions et une importante diaspora algérienne en Europe. Les échanges de personnes entre l'Algérie et l'UE sont également significatifs, avec plus de 250 000 visas Schengen délivrés aux Algériens en 2022, faisant de l'Algérie le principal bénéficiaire de ces visas pour entrer en Europe. Le représentant de l'UE a indiqué, lors de son passage dans une émission de télévision privée, que les hydrocarbures demeurent le pilier de l'économie algérienne. Depuis trois ans, l'Algérie est devenue le

troisième fournisseur de gaz pour l'Europe après la guerre en Ukraine. Les exportations algériennes de gaz vers l'Europe ont considérablement augmenté, renforçant ainsi la position stratégique de l'Algérie en tant que fournisseur énergétique majeur de l'UE. Il a également souligné l'importance du nouveau cadre législatif des investissements en Algérie notamment avec l'adoption de la loi sur l'investissement en 2022 qui a ouvert la voie à plusieurs projets d'investissement en Algérie, notamment dans les secteurs de l'automobile, de la pharmacie et de l'industrie du ciment. Les récentes initiatives de promotion des investissements ont attiré l'attention des investisseurs européens sur les opportunités lucratives offertes par l'Algérie. Avec ses 45 millions de consommateurs et sa proximité géographique avec l'Europe, le marché algérien offre des avantages attractifs pour les investisseurs européens, d'autant plus que la pandémie de COVID-19 a encouragé la relocalisation des industries euro-

péennes, a ajouté le même responsable en invoquant les réformes du code de l'investissement en Algérie, notamment la modification de la règle de 51/49 et la réduction des coûts énergétiques, ce qui a créé un environnement favorable pour les investissements européens, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la croissance économique. Concernant la révision de l'accord d'association, Thomas Eckert a expliqué que cette révision vise à renforcer davantage la coopération économique bilatérale, avec des projets ambitieux tels que l'acheminement de l'hydrogène vert algérien vers l'Europe, démontrant ainsi l'engagement des deux parties à maximiser les bénéfices mutuels. Il a également souligné que le partenariat économique entre l'Algérie et l'UE continue de s'intensifier, offrant des perspectives prometteuses pour une collaboration renforcée et un développement économique durable dans les deux régions.

PRÉVENTION DES CATÉGORIES VULNÉRABLES

Krikou présente l'expérience algérienne

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaouter Krikou, a reçu, mardi à Alger, la secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), Mme Rola Dashti, qui effectue une visite en Algérie. A cette occasion, Mme Krikou a présenté l'expérience algérienne en matière de prise en charge et de prévention des catégories vulnérables, ainsi que les mécanismes de la solidarité nationale pour l'autonomisation de la famille et la protection de l'enfant, notamment la réunion de conditions propices à la scolarisation, rappelant à cet effet les instruc-

tions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, quant à l'impératif "d'assurer le transport et la restauration dans tous les établissements scolaires et de distribuer des cartables aux enfants issus des familles démunies". Elle a, également, souligné que "les mécanismes de la solidarité avec la famille et l'enfant interviennent en application de l'article 65 de la constitution de 2020 qui a consacré le droit à l'enseignement", faisant savoir que l'Algérie "a adopté le principe de gratuité de l'enseignement, l'école étant obligatoire dans les cycles primaire et moyen, afin de garantir l'égalité des chances pour tous les enfants en matière de scolarisation à travers

le territoire national". A l'occasion de la journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin de chaque année, la ministre de la Solidarité a affirmé que "l'Algérie a mis en place des mécanismes et des mesures proactives et préventives de lutte contre ce phénomène", précisant que son secteur "est chargé de superviser la mise en œuvre de la politique nationale relative à la protection de l'enfance à travers les différents programmes, activités et opérations de solidarité destinés aux familles démunies". Elle a également précisé que les cellules de proximité relevant du secteur "organisent des campagnes de sensibilisation à travers tout le pays pour prévenir

contre les fléaux sociaux, et ce en collaboration avec les secteurs concernés et le mouvement associatif". La ministre a, en outre, mis en avant les "efforts fournis par le secteur pour l'autonomisation économique de la femme afin de l'encourager à adhérer et à contribuer à la production nationale", citant "les mécanismes de financement disponibles au profit de la femme active et la femme au foyer". De son côté, la secrétaire exécutive de la CESAO a salué les efforts de l'Algérie et son expérience pionnière en matière de soutien aux catégories vulnérables et démunies dans la société, pour l'amélioration de leur situation et leur intégration socio-économique.

UNIVERSITÉ " DJILLALI LIABES "- CHAMBRE INTER-WILAYAS DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

Signature d'une convention et de partenariat

La chambre inter-wilayas de pêche et d'aquaculture a signé une convention de coopération et de partenariat avec l'université "Djillali Liabes" de Sidi Bel Abbès pour promouvoir l'échange scientifique, académique et de la recherche scientifique, ainsi que d'autres activités d'intérêt commun, a-t-on appris, mercredi, auprès du directeur de la chambre, Toufik Boutouchent. Le même responsable a indiqué que cette convention, qui a été signée avec le recteur de l'université " Djillali Liabes ", Bouziane Merah, vise à renforcer la coopé-

ration et l'échange des connaissances et d'expertises scientifique et opérationnelle entre les deux établissements de la wilaya. Elle permet également aux étudiants universitaires d'effectuer leur stage au niveau de la chambre inter-wilayas de pêche et d'aquaculture de Sidi Bel Abbès, leurs travaux de recherche et mémoires dans le domaine de la spécialité du secteur en plus de renforcer la recherche scientifique, notamment en ce qui concerne la pêche et l'aquaculture, de même que le développement des ressources humaines, la numérisation et les nouvelles

technologies de l'information et de communication (NTIC). Cette convention, d'une durée de cinq ans, permet d'enrichir et de promouvoir la recherche et le débat scientifique, en plus de lier les aspects pratiques et opérationnels qui concernent la spécialité, a-t-on expliqué de même source. A la faveur de cette initiative, la convention permet l'organisation des manifestations et rencontres scientifiques conjointes sur des thématiques en lien avec les deux secteurs, comprenant les aspects pratiques, scientifiques et techniques, a-t-on souligné.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Aoun examine avec les représentants de Chery l'avancement du projet de la marque en Algérie

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi à Alger, une délégation de la société Chery Algérie, avec laquelle il a examiné l'état d'avancement du projet de fabrication de voitures et d'accessoires de la marque en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de sa rencontre avec la délégation, conduite par le Directeur général de Chery Algérie, Aïmen Cheriet, en présence du Directeur régional de Chery en Afrique, le ministre a suivi un "exposé sur la stratégie de la marque en Algérie dans le domaine de la fabrication de voitures et d'accessoires". La rencontre a été l'occasion d'examiner "l'état d'avancement du projet de fabrication de voitures et d'accessoires en Algérie" et de "suivre la mise en œuvre des orientations du ministre concernant l'usine qui démarrera bientôt", a précisé le communiqué. A cette occasion, M. Aoun a insisté sur "l'impérative accélération de la réalisation du projet", soulignant l'importance de l'entrée en service de l'usine dans les plus brefs délais pour "renforcer l'industrie nationale et créer des emplois". De son côté, M. Cheriet s'est engagé à "suivre les orientations du ministre conformément à la stratégie de l'Etat visant la création d'une véritable industrie automobile en Algérie".(

CONCOURS DU PRIX DE LA MEILLEURE ŒUVRE MÉDIATIQUE TOURISTIQUE

Prorogation au 20 juin du délai de participation

Le jury du Prix de la meilleure œuvre médiatique touristique a annoncé la prorogation, au 20 juin, du délai de participation à ce concours, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Communication. Ce Prix comprend les catégories suivantes: Meilleur article touristique, meilleur reportage télévisé, meilleur reportage radiophonique, meilleur site web pour la promotion du tourisme algérien et meilleure application numérique. Cette initiative vise, ajoute le communiqué, "la promotion de la destination touristique Algérie à l'intérieur

et à l'extérieur et à mettre en avant les efforts des hautes autorités du pays visant à consolider le tourisme en interne et à démontrer ses atouts et ses potentialités", sachant que les lauréats seront remis aux gagnants le 25 juin à l'occasion de la journée nationale du tourisme. Dans ce cadre, la commission invite les personnes désirant participer à ce concours à télécharger le formulaire de candidature via le lien suivant: <https://www.ministerecommunication.gov.dz/ar/file/7693> et à envoyer le dossier de participation complet.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

MOHAMED CHARFI L'A ANNONCÉ :

Le plan de développement stratégique de l'ANIE 2022-2024 élaboré

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a annoncé qu'un plan de développement stratégique de l'ANIE 2022- 2024 a été élaboré pour moderniser la gestion du processus électoral et l'adapter aux développements technologiques. Invité d'une émission diffusée mardi soir sur la Télévision publique, M. Charfi a souligné que "le plan de développement stratégique de l'ANIE 2022-2024 a été élaboré", en vue de moderniser la gestion du processus électoral et l'adapter aux développements technologiques, en tirant profit des avantages qu'offrent ces derniers et à travers la formation du potentiel humain afin de garantir l'intégrité et la transparence des échéances électorales. Les acquis de l'ANIE à travers les échéances électorales

"ont renforcé l'intégrité et la transparence du processus électoral", a-t-il affirmé, soulignant l'attachement de son instance à "la numérisation des formulaires de souscription pour lutter contre comportements irresponsables". Il a, en outre, assuré que le suivi des formulaires retirés se faisait grâce à "un numéro de série et un code QR", rappelant que l'ANIE était "habilitée à notifier la Justice de tout dépassement, lui permettant ainsi de prendre les procédures juridiques nécessaires". S'agissant du lancement, à partir de mercredi, de la révision exceptionnelle des listes électorales en prévision de l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre prochain, M. Charfi a indiqué que "l'assainissement du fichier électoral se fait à travers son actualisation à chaque révision et échéance électorale",

soulignant que l'opération de révision "tiendra compte de la nouvelle cartographie électorale, notamment avec la création de nouveaux pôles d'habitation". Dans le cadre de la numérisation du processus électoral, le même responsable a affirmé que "tout électeur peut plébisciter le candidat de son choix dans n'importe quelle wilaya sans condition de résidence". Concernant l'opération de collecte des signatures, M. Charfi a rappelé que chaque candidat "doit collecter 50.000 signatures dans 29 wilayas, avec pas moins de 1200 signatures dans chaque wilaya, ou 600 recommandations par les élus des APC ou APW ou des deux chambres du Parlement, l'ANIE contrôlant automatiquement le processus avec élaboration de rapports en cas de dépassements enregistrés".

MÉDECINE NUCLÉAIRE

Réunion de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a présidé, mardi à Alger, une réunion de travail et de suivi avec les membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, consacrée à la présentation et à l'examen du rôle des techniques et des applications nucléaires dans le domaine médical, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée au siège du ministère, en présence du président de la Commission nationale, du Commissaire à l'énergie atomique et de six (6) membres

de cette commission installée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 4 février 2024 en vertu du décret présidentiel 24-65, ainsi que des cadres du ministère et du Commissariat à l'énergie atomique, selon le communiqué. Les travaux de la réunion, ajoute la même source, ont porté sur "la présentation et l'examen du rôle des techniques et des applications nucléaires dans le domaine médical, notamment la concrétisation du projet de création d'un laboratoire de développement des radio-isotopes et des radios pharmaceutiques et leurs utilisations dans la lutte contre le cancer". Le ministère a rappelé qu'"un groupe de travail intersectoriel, mis en place le 16

avril 2023, a été chargé d'élaborer et de présenter un plan d'action concret permettant une utilisation plus large, plus sûre et plus efficace des techniques et applications nucléaires dans le domaine de la lutte contre le cancer, de la radiothérapie et de la médecine nucléaire, en application des instructions du président de la République, émises lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée le 5 février 2023, concernant l'accélération du développement des applications nucléaires dans le domaine de la santé, ainsi que les utilisations des techniques nucléaires en matière de lutte contre le cancer, de radiothérapie et de médecine nucléaire".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات	
DA / Kg		دج / كغ				
Produits	معدل	أعلى	أدنى			
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	78	85	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	86	98	74	الطماطم	
	Oignon sec	70	79	61	البصل الجاف	
	All sec	401	458	345	الثوم الجاف	
	All vert	114	129	99	الثوم الأخضر	
	Carotte	70	79	61	الجزر	
	Navet	130	142	119	نفت	
	Poivron	136	149	124	الفلفل الاخضر	
	Piment	159	178	140	الفلفل الحار	
	Courgette	97	108	86	الكوسة	
	Haricot vert	212	229	195	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	135	149	120	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	452	575	330	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	546	673	419	التمر	
	Melon	126	143	109	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	101	78	البطيخ الاحمر	
	Banane	328	344	312	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1841	1556	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	335	347	322	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

PRODUITS ALIMENTAIRES DE BASE

Un stock stratégique suffisant pour plus d’une année

Le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a rassuré sur la disponibilité des produits alimentaire de base sur le marché et que le stock stratégique en ces produits suffisait pour plus d’une année.

Par Sirine R/Agence

Lors d'une visite de travail qu'il a effectuée, en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, dans la wilaya de Laghouat, M. Cherfa a indiqué que «le stock stratégique des produits alimentaires de base, notamment les céréales et les légumineuses, suffisait pour l'approvisionnement du marché national sur une durée de plus d'une année», précisant que «son secteur a alloué 340 milliards de dinars pour la réalisation de 30 plateformes logistiques, comprenant 350 centres de proximité pour le stockage de plus de 50 millions de tonnes de produits de large consommation afin de répondre aux besoins des citoyens». Durant les deux dernières années, des mesures importantes ont été prises par le gouvernement, sous instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la constitution de stock nécessaire en produits alimentaires de base et d'en finir avec les perturbations récurrentes enregistrées sur le marché par le passé. Une situation, rappelle-t-on, due aux tensions qu'ont connues les mar-

chés mondiaux, dont les prix ont atteint des niveaux historiques. Face à cela, l'Etat a décidé de donner l'exclusivité à l'Office Algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Une démarche visant à l'encadrement des achats de l'Algérie de l'étranger et surtout la maîtrise des prix. Evoquant, par la même, le rendement de la campagne moisson-battage de l'année en cours, le ministre a fait état de 80 quintaux (qx) de céréales/hectare, affirmant que ce chiffre témoignait du succès de la saison agricole. Outre les 11.000 moissonneuses mobilisées pour cette campagne, M. Cherfa a indiqué que ses services avaient également mis à profit des silos d'une capacité globale de 43 millions qx de céréales. Le ministre a également souligné que l'Etat a réuni toutes les conditions pour l'investissement agricole permettant, ainsi, à l'agriculteur d'obtenir une parcelle de terre cultivable une semaine après le dépôt de sa demande, à condition, a-t-il dit, «qu'il ait la volonté de travailler et de produire». Lors de cette visite, M. Cherfa a procédé à l'inauguration d'un complexe frigorifique d'une capacité de 10.000 M3,

réalisé sur une superficie de 3 hectares dans la zone de Bouchaker, au chef-lieu de wilaya. Ce projet, confié à la Société Entrepôts Frigorifiques de la Méditerranée (Frigomedit), a bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 700 millions da. Il comprend 10 chambres froides positives, 3 chambres froides négatives et trois pavillons de réception, de distribution et de congélation, selon les explications fournies. La délégation ministérielle a également visité l'exploitation agricole «Atlas Saharien» (investissement privé), qui s'étend sur une superficie d'environ 200 hectares dans la commune d'Aïn Madhi, et comprend plusieurs filières notamment les élevages bovin, équin et camelin en sus de l'aquaculture. A l'issue de cette visite, le ministre de l'Hydraulique a inauguré un château d'eau d'une capacité de 500 m3 dans la daïra d'Aflou, avant de mettre en service une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la même commune. A cette occasion, M. Derbal a souligné l'importance de ce projet de 2,4 milliards DA, pour assurer les eaux d'irrigation aux agriculteurs de la région.

ENERGIE

L'accès à l'électricité dans le monde a reculé en 2022, une première depuis 10 ans

Le nombre de personnes sans accès à l'électricité dans le monde a augmenté en 2022 pour la première fois en dix ans, selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et l'ONU, qui prévoient une amélioration modérée de la situation, avec toujours 660 millions de personnes privées d'électricité en 2030. Quelque 685 millions de personnes n'avaient pas accès à l'électricité en 2022, soit 10 millions de plus qu'en 2021, la croissance démographique ayant dépassé celle des

connexions électriques, selon un rapport annuel publié mercredi, produit également avec la Banque Mondiale (BM), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parmi les causes ayant contribué à cette "inversion des progrès", ces experts évoquent notamment la crise du Covid-19 ainsi que la multiplication des sécheresses et des inondations en Afrique subsaharienne. En outre, 2,1 milliards de personnes dépendaient toujours en 2022 de sys-

tèmes de cuisson nocifs pour la santé à base de charbon, de fumier, de bois ou de déchets agricoles, soit presque autant que l'année précédente. Les émanations de ces équipements sont à l'origine de 3,2 millions de décès prématurés chaque année. Le monde n'est toujours pas en mesure d'atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU en matière d'énergie d'ici à 2030,estiment les auteurs du rapport. Au vu des politiques actuelles, 660 millions de personnes n'auront toujours pas

accès à l'électricité en 2030, dont 85% en Afrique subsaharienne, et à cette échéance environ 1,8 milliard de personnes seront toujours dépendantes de systèmes de cuisson nocifs, prédisent-ils. "Il existe des solutions pour inverser cette tendance négative", assure dans un communiqué, Guangzhe Chen, responsable au sein de la Banque mondiale, plaidant notamment pour "l'accélération du déploiement des mini-réseaux solaires et des systèmes solaires domestiques."

ECONOMIE

Le système commercial international «au bord de la fragmentation»

Le système commercial international est "au bord de la fragmentation" face aux tensions géopolitiques qui augmentent, a affirmé le secrétaire général de l'ONU mercredi, appelant le monde à ne pas se "diviser en blocs rivaux". "Le système commercial international (...) est contesté de toutes parts et au bord de la fragmentation", a déclaré Antonio Guterres, à l'occasion de la célébration à Genève des 60 ans de l'ONU Commerce et développement

(anciennement CnuCED). "Les tensions géopolitiques augmentent", "la coopération multilatérale s'affaiblit et les forces de fragmentation se renforcent", a-t-il ajouté. Depuis plusieurs mois déjà, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI) mettent en garde contre la fragmentation géoéconomique, c'est-à-dire le fait de privilégier le commerce à l'intérieur de régions du monde ou de blocs de pays alignés plutôt

que le commerce mondial. La directrice générale du FMI Kristalina Georgieva avait insisté en avril 2023 sur le risque de voir une fragmentation de l'économie mondiale se transformer en "Seconde Guerre froide". Son homologue à la tête de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a également prévenu à de multiples reprises, depuis le conflit en Ukraine, du risque de "fragmentation" et de "découplage" de l'économie mondiale. Dans son discours mercredi, M. Guterres a

souligné que les nouvelles barrières commerciales qui sont introduites par les pays chaque année ont "presque triplé depuis 2019, souvent motivées par des rivalités géopolitiques". "Le monde ne peut pas se permettre de se diviser en blocs rivaux", a-t-il ajouté. "Nous avons besoin d'un marché mondial unique et d'une économie mondiale unique, dans lesquels la pauvreté et la faim n'ont pas leur place", afin de "garantir la paix et la sécurité", a-t-il expliqué.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à près de 83 dollars

Les cours du pétrole évoluaient en hausse mercredi, poussés par de premières données hebdomadaires sur les stocks américains, en attendant la décision de politique monétaire de la Fed et l'inflation américaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait dans la matinée 1,16% à 82,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, gagnait 1,30% à 78,91 dollars. Les deux références mondiales poursuivaient ainsi sur leur lancée haussière depuis le début de la semaine. Les prix trouvaient du soutien dans les premières données hebdomadaires sur les stocks de pétrole aux Etats-Unis pour la semaine achevée le 7 juin. L'API, la fédération des professionnels du secteur, a fait état d'une diminution des réserves commerciales de brut de 2,4 millions de barils par jour la semaine dernière, et de 2,5 millions de barils par jour pour l'essence. Selon des analystes, "la baisse des stocks de pétrole brut est supérieure aux prévisions". Les investisseurs attendent plus tard mercredi les chiffres de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Par ailleurs, le marché devrait rester attentif à la publication plus tard mercredi de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mai aux Etats-Unis. Elle sera suivie par la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur les taux d'intérêt, qui les laissera très probablement inchangés. La publication vendredi de données robustes sur l'emploi aux Etats-Unis a fait craindre que la Fed ne maintienne les taux d'intérêt à un niveau plus élevé pendant plus longtemps, ont commenté des analystes. La conférence de presse qui suivra la décision de la Fed "pourrait donner des indications sur le moment où le relâchement de la politique monétaire pourrait commencer", estiment-ils. Un environnement de taux élevés a tendance à freiner la croissance, et donc la demande de brut, tandis que des taux d'intérêt plus bas sont favorables aux achats de pétrole en favorisant la croissance.

R. E.

CONSTANTINE
Près de 170 exploitations agricoles pour la vente directe des moutons en prévision de l'Aïd El-Adha

Environ 170 exploitations agricoles publiques et privées assurent dans la wilaya de Constantine la vente directe des moutons, en prévision de l'Aïd El Adha, a-t-on appris mardi auprès de l'inspecteur vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA). L'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures préventives prises par les autorités locales visant à lutter contre la spéculation illégale tout en contribuant à éviter la propagation des "points anarchiques" de vente des moutons de l'Aïd-El Adha, a indiqué à l'APS, Mourad Benameur. A l'approche de cette fête religieuse, 14 autres points de vente officiels ont été réservés à travers la wilaya pour garantir le bon déroulement de cette opération dont 11 marchés à bestiaux, la ferme agricole Bouchabaâ, située dans la circonscription administrative Ali Mendjeli, le chemin menant vers la commune d'Ain Smara, en plus d'un espace situé sur les hauteurs de Djebel Ouahch (Constantine), a-t-il ajouté.

MASCARA
Sensibilisation sur les risques de baignade dans les barrages

Une vaste campagne de sensibilisation sur les risques de baignade dans les barrages a été lancée, mardi dans la wilaya de Mascara, à l'initiative de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). Le premier jour de cette action, initiée par l'ANBT en coordination avec les directions locales de l'Hydraulique et de la Protection civile, a été marqué par l'organisation d'une rencontre de sensibilisation au niveau du barrage de "Oued Taht", dans la commune de Aïn Fradj, au cours de laquelle des explications, soutenues par des dépliant, mettant en exergue les dangers liés aux baignades dans les ouvrages hydrauliques, ont été fournies aux visiteurs. Le représentant de l'ANBT et directeur du barrage, Mohamed Bekhadra, a indiqué que l'Agence procédera, durant la saison estivale, en collaboration avec le mouvement associatif local, à l'intensification des actions de sensibilisation dans la wilaya autour de la même problématique".

GUELMA/MOISSON-BATTAGE À GUELMA

Production prévisionnelle de plus de 2 millions quintaux de céréales

La campagne moisson-battage 2023-2024 a démarré mardi à Guelma avec des prévisions optimistes de production de plus de deux millions quintaux de céréales de diverses variétés, a indiqué la cheffe de l'exécutif local, Houria Aggoune.

Dans une déclaration à la presse en marge du coup d'envoi de cette campagne depuis une ferme privée de la commune de Roknia, Mme Aggoune a assuré que toutes les conditions sont propices pour parvenir à la production de cette quantité de céréales. La surface totale concernée par la campagne moisson-battage dans la wilaya de Guelma atteint 94.772 hectares de blé dur et tendre, d'orge et d'avoine, a ajouté la même responsable qui a précisé que 71 % de cette superficie soit 67.000 hectares sont consacrés au blé dur. Les prévisions des services agricoles mi-

sent sur la collecte de 1,5 millions quintaux de cette production au niveau des structures de stockage de la wilaya, a souligné la même responsable assurant que 491 moissonneuses-batteuses, 4.103 tracteurs, 1.769 camions et 1.200 citernes d'eau sont mobilisés dans le cadre de cette campagne. La wilaya de Guelma dispose de 17 points de collectes de céréales relevant de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) totalisant une capacité de 1 millions quintaux, a ajouté la même responsable qui a évoqué la possibilité de recourir en cas de besoin aux structures de

stockage d'autres entreprises publiques et privées. Mme Aggoune a ajouté que ces structures de stockage seront renforcées à l'avenir par un silo d'une capacité de 1 million de quintaux à la commune de Boumahra Ahmed et 11 entrepôts de proximité totalisant 500.000 quintaux répartis sur plusieurs communes. La campagne de la moisson-battage a été lancée dans la commune de Roknia distante de 50 km au Nord-ouest de Guelma dans une ambiance festive avec des exhibitions folkloriques de fantasia traduisant la joie d'une récolte abondante.

TIZI-OUZOU

Réalisation prochaine de 4 centres de collecte de céréales

Les travaux de réalisation de quatre centres de proximité de collecte de céréales, seront lancés prochainement à Tizi-Ouzou en vue de renforcer les structures destinés à engranger la production céréalière, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Ces quatre centres de proximité, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, seront réalisés dans les

communes de Draâ El Mizan, Draâ Ben Khedda, Freha et Souama, qui sont parmi les importantes régions céréalières de la wilaya, a-t-on noté de même source. Les études d'adaptation des futures structures aux sites d'implantation sont en cours et le lancement des travaux est prévu pour la fin juin courant, a-t-on fait savoir, ajoutant que la date de réception de ces nouveaux centres de collecte devrait intervenir ne

mars 2025. A noter que la Coopérative de céréales et légumes secs de la wilaya dispose de deux points de collecte d'une capacité totale de 185.000 qx. A cela s'ajoute la mobilisation, pour les besoins de la campagne céréalière lancée hier, lundi, d'un dépôt de stockage de 120.000 qx sis dans la commune de Tadmaït et appartenant au Groupe public agro-industries AGRODIV.

Pour rappel, la wilaya de Tizi-Ouzou s'attend à engranger, cette année, une récolte céréalière de plus de 200.000 Qx et pouvant atteindre les 250.000 qx, selon les chiffres communiqués lundi, au lancement de la campagne moisson-battage par DSA qui a calculé cette production sur la base d'un rendement allant de 25 à 30 Qx/ha et une superficie à récolter estimée à 8.368 ha.

TISSEMILT

Lancement bientôt de la réalisation d'une station de transformation des déchets en engrais organiques

Un projet de réalisation et d'équipement d'une station spécialisée dans la transformation des déchets en engrais organiques sera lancé, prochainement, dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris, mardi, du directeur de l'Environnement par intérim. M. Berber Djilali a précisé que le projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette collectivité locale des Hauts-plateaux du Centre-ouest, indiquant qu'une enveloppe budgétaire de 120 millions de dinars a été mobilisée pour sa réalisation au niveau du Centre d'enfouissement technique (CET) de la commune de Tissemsilt, sur une superficie de 1,5 hectare. M. Berber a, d'autre part, fait ob-

server que l'étude et les procédures d'usage ont été finalisées, avant l'octroi du marché à l'entreprise devant être chargée de la concrétisation du projet, dans un délai contractuel fixé à 12 mois, ajoutant que la future infrastructure "devrait être opérationnelle au cours du second semestre 2025". Première du genre dans cette wilaya, la future station devra produire, une fois entrée en exploita-

tion, une moyenne de 10 tonnes/jour d'engrais organiques issus des déchets solides des 22 communes de la wilaya. Cette nouvelle entité, dont la gestion sera confiée au Centre d'enfouissement technique de Tissemsilt, est appelée à satisfaire une partie des besoins en engrais organiques des agriculteurs de la région, a fait savoir le même responsable.

MILA

Lancement au barrage de Béni Haroun de la campagne nationale d'ensemencement des barrages en alevins

La campagne nationale d'ensemencement des barrages en alevins a été lancée mardi au barrage de Béni Haroun de la wilaya de Mila sous l'égide de l'inspecteur général du ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques, Farid Harouadi. Cette troisième campagne du genre vise l'ensemencement de 17 barrages à travers le territoire national en poissons reproduits localement, a indiqué à l'occasion l'inspecteur général du ministère de la Pêche et des Productions Halieu-

tiques. Pas moins de 400.000 alevins de carpe commune ont été ainsi lâchés au barrage de Béni Haroun lors du lancement de cette opération qui vise à ensemer également les barrages de Tabellout de Jijel, Béni Zid de Skikda, Bougous d'El Tarf et Kef Eddir de Tipaza par un total de 1,2 millions alevins éclos artificiellement au niveau de la station expérimentale du Centre nationale de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture à El Ouricia (Sétif).

"Le lancement de la campagne depuis un barrage aussi stratégique que celui de Beni Haroun qui a eu la part du lion en alevins d'ensemencement traduit les efforts déployés dans ce domaine dans les plans d'eau et leur exploitation pour la pêche continentale", a indiqué M. Harouadi qui a relevé que l'Algérie est parvenue à assurer son autosuffisance en alevins et le ministère de tutelle a mis en place un programme permettant la prise en charge de la commercialisation de la production réalisée.

CLIMAT, RESSOURCES, RISQUE NUCLÉAIRE, IA

Vers une polycrise mondiale ?

Changement climatique, épuisement des ressources, armes extrêmes, IA, etc. : Richard Heinberg se penche sur les différentes menaces qui composent la convergence sans précédent des risques qui nous conduisent à une polycrise mondiale. Sans trouver de réponses faciles, il en vient à la conclusion que la survie collective de l’humanité exigera que nous mettions de côté notre orgueil et que nous nous accommodions des limites environnementales et sociales.

2^e partie et fin

Par ailleurs, les différentes crises interagissent de telle sorte qu’il est de plus en plus difficile de s’attaquer à chacune d’entre elles de manière isolée. Par exemple, la lutte contre le changement climatique exige que les nations construisent d’énormes quantités de nouvelles infrastructures d’énergie renouvelable. Ce qui implique une augmentation de la production de minéraux tels que le cuivre, le lithium, le nickel, le cobalt et les terres rares. Les mines doivent donc être agrandies ou créées, souvent dans des endroits où la pollution qui en résulte aura un impact sur les communautés à faible revenu (exacerbant ainsi les inégalités économiques) et où l’habitat de la faune et de la flore sera dégradé. Le consensus en faveur d’une action ambitieuse pour résoudre un problème environnemental tel que le changement climatique sera également difficile à atteindre dans un contexte de polarisation politique (alimentée par des inégalités économiques croissantes) et avec la prolifération de l’IA et des algorithmes des médias sociaux. La lutte contre le changement climatique est déjà mise en échec par un déni largement répandu alimenté par les « fake news », qui sont en passe de devenir beaucoup plus sophistiquées. Enfin, le problème d’échelle complique les solutions. C’est une chose de résoudre un problème en laboratoire, mais c’en est une autre d’appliquer la solution à plus grande échelle. Par exemple, les chercheurs ont identifié plusieurs voies vers une aviation sans émissions, mais pour réorganiser une industrie mondiale évaluée à près de mille milliards de dollars et comprenant environ trente mille avions commerciaux, il faudra du temps et des investissements massifs (en outre, les carburants de remplacement peuvent avoir un coût bien plus élevé à long terme). À petite échelle, l’épuisement des ressources et la pollution toxique sont des problèmes gérables ; après tout, cela fait des millénaires que les sociétés extraient des métaux et créent de la pollution locale. C’est l’ampleur énorme et sans cesse croissante de l’extraction des ressources et du déversement des déchets qui met en péril des écosystèmes entiers. Il en est de même des inégalités économiques, celles-ci existent depuis des milliers d’années, mais les sociétés étaient suffisamment contraintes pour que les effets néfastes des inégalités soient circonscrits. Aujourd’hui, en raison de la polarisation politique attisée par l’aggravation des inégalités, il pourrait être impossible de s’attaquer à des problèmes mondiaux et existentiels tels que le changement climatique. La démographie galopante et l’augmentation des revenus par habitant au cours des deux derniers siècles, et en particulier depuis

1950, ont permis de multiplier la vitesse et l’ampleur des activités humaines, mais le prix à payer pour cette réussite est considérable.

La société moderne, machine à générer risques et crises

La polycrise mondiale n’est pas seulement le résultat d’une convergence malheureuse de plusieurs phénomènes négatifs distincts. Le changement climatique, l’épuisement des ressources, la pollution toxique et d’autres facettes de la polycrise sont directement ou indirectement enracinés dans un phénomène unique : la dépendance de la société aux combustibles fossiles. La ressource clé de l’humanité est l’énergie. En adoptant le charbon, le pétrole et le gaz naturel, nous avons enregistré une croissance mondiale rapide et sans précédent de la consommation et de la population au cours des dernières décennies (d’où le problème d’échelle évoqué plus haut). La combustion des combustibles fossiles libère du CO2 et entraîne le changement climatique. Le carburant utilisé pour l’exploitation minière, la pêche et la sylviculture a considérablement amplifié l’extraction de matières premières, y compris l’uranium pour les armes nucléaires. Les combustibles fossiles fournissent également les matières premières nécessaires à la fabrication de la plupart des produits chimiques toxiques. Si les combustibles fossiles fournissent tant d’énergie, et engendrent donc tant de bénéfices (bien qu’ils imposent également des coûts), pourquoi l’humanité n’a-t-elle commencé à les utiliser qu’au cours des deux derniers siècles ? La révolution industrielle alimentée par les combustibles fossiles a eu besoin de certaines inventions préalables (notamment la métallurgie, les moteurs, les canalisations et les engrenages), de sorte qu’elle n’aurait pas pu matériellement avoir lieu, par exemple, dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs. Mais en plus du savoir-faire technique, certains aménagements sociaux étaient nécessaires. Ce constat découle des modalités qui ont marqué l’apparition des révolutions industrielles alimentées par des combustibles fossiles. L’histoire de l’humanité n’en a connu que deux : en Chine, il y a mille ans, et en Grande-Bretagne, au dix-huitième siècle. En Chine, l’industrialisation a été délibérément suspendue par l’aristocratie traditionnelle, qui y voyait une menace pour le maintien de sa domination. Il n’en a pas été de même en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, dans la mesure où l’aristocratie britannique avait déjà été éclipsée par une classe marchande enrichie par le colonialisme. Dans les deux cas, le charbon a été le premier combustible industriel. Et dans les deux cas, son extraction et son utilisation ont été encouragées par la pro-

priété privée des ressources naturelles et la protection juridique des investisseurs dans les entreprises commerciales. Ces similitudes historiques laissent penser que le capitalisme, du moins sous une forme rudimentaire, était une condition préalable à la généralisation de l’utilisation des combustibles fossiles. Une fois le capitalisme et les combustibles fossiles installés, la société est devenue une machine à générer des risques et des crises. La propriété foncière privée légitimait l’extraction des ressources, que les combustibles fossiles rendaient possible à plus grande échelle grâce à des équipements d’exploitation minière, de pêche et de sylviculture à moteur. Les mécanismes de protection des investisseurs ont permis de produire et de déverser des déchets à une échelle industrielle. Avec les moyens (les combustibles fossiles) et la logique (le capitalisme), l’expansion économique s’est accélérée, ce qui a eu pour effet secondaire de contaminer des pans entiers de la nature avec des déchets toxiques. Même les pays non capitalistes ont été contraints de rivaliser pour maximiser la croissance de l’extraction des ressources et de la fabrication (et, par conséquent, du déversement des déchets), sous peine d’être distancés. Dès que les effets secondaires inhérents à la croissance de l’activité économique sont devenus évidents, les nations se sont efforcées de réduire l’impact sur l’environnement par le biais de mesures d’efficacité et de substitution. Ces efforts ont parfois été couronnés de succès (l’humanité a considérablement réduit la destruction de la couche d’ozone atmosphérique en éliminant progressivement les chlorofluorocarbones et en les remplaçant par d’autres produits chimiques), mais dans la majeure partie des cas, les problèmes continuent de s’envenimer et de s’aggraver, comme en témoigne le changement climatique. La machine à générer des crises et des risques tend également à exacerber les problèmes sociaux : dans la mesure où les propriétaires des secteurs capitalistes retirent des bénéfices de leurs entreprises, les inégalités économiques au sein des sociétés tendent à s’accroître, à moins que les profits ne soient redistribués par le biais de programmes de taxation et de dépenses publiques. Cependant, au fil du temps, les capitalistes trouvent des moyens de s’emparer des gouvernements par le biais du lobbying exercé par des avocats et des sociétés de relations publiques, et en faisant des dons pour financer les campagnes électorales de politiciens favorables aux entreprises. La croissance économique alimentée par les combustibles fossiles ne fait qu’accélérer le transfert des richesses vers les capitalistes, ce qui oblige les gouvernements à redoubler d’efforts pour empêcher les inégalités d’atteindre des niveaux qui finissent par saper la

gouvernance elle-même. Une fois que la machine à générer des risques et des crises est en marche, il devient de plus en plus difficile de l’arrêter, car les activités qui génèrent des risques et des crises sont aussi celles qui génèrent des bénéfices à court terme pour la société, et en particulier pour les puissants et les institutions, en termes d’emplois, de profits et de production. Débrancher la machine – par exemple, en contractant l’économie afin de réduire les émissions de CO2 – constituerait en soi une crise pour la société.

La voie à suivre

La polycrise exige que nous changions fondamentalement notre façon de penser. Aujourd’hui, les décideurs politiques ont tendance à considérer le changement climatique comme un problème de pollution qui serait isolé d’autres tendances en spirale. Ils se tournent donc vers des solutions qui aggravent d’autres problèmes : des technologies d’énergie renouvelable qui épuisent les ressources et détruisent l’habitat, des technologies de capture du carbone qui nécessitent de grandes quantités d’énergie ou des technologies d’intelligence artificielle qui accroissent les inégalités. La polycrise exige que nous changions fondamentalement notre façon de penser. Connaître notre ennemi – la polycrise – exige que nous comprenions mieux les systèmes naturels et humains et les liens entre les problèmes, et que nous analysons les hypothèses qui les sous-tendent. Certaines de celles-ci sont largement considérées comme allant de soi, telles les justifications de la propriété privée des ressources naturelles. Parallèlement, la problématique liée à l’échelle nous oblige à remettre en question notre obsession quasi-universelle pour la croissance économique. Il n’y a pas de solutions faciles, car la polycrise n’est pas un problème facile. Le temps presse et il se peut que la seule façon d’avancer soit de sacrifier une part importante de notre richesse, de notre domination ou de notre confort. Mais si nous voulons sortir de l’impasse dans laquelle nous nous sommes enfermés en tant qu’êtres humains, nous devons commencer par nous connaître nous-mêmes. Nous sommes des primates intelligents, dotés du langage, d’un caractère ultra social, et capables de fabriquer des outils, et nous sommes récemment tombés sur une manne en matière d’énergie. Nous avons accompli des merveilles. Mais nous sommes aussi devenus notre pire ennemi. Pour survivre collectivement, nous devons mettre de côté notre orgueil et accepter les limites environnementales et sociales.

Source : Resilience, Richard Heinberg
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

TUNISIE

La BEI accorde des prêts et aides pour soutenir les PME et des projets d'infrastructures

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé mardi l'octroi de prêts et aides à la Tunisie pour 450 millions d'euros, en soutien aux PME et à des projets d'infrastructures dans le pays. Il s'agit de "nouveaux soutiens financiers" en faveur de la Tunisie, ciblant "des projets à fort impact pour les populations et pour le développement économique et social du pays", a précisé la BEI, une institution de l'Union européenne (UE). Ces financements seront officialisés pendant un Forum tunisien de l'investissement mercredi et jeudi à Tunis, auquel participera le nouveau vice-président de la BEI en charge des financements au Maghreb, Ioannis Tsakiris. Ces aides "joueront un rôle crucial dans la création d'emplois, la stimulation de l'innovation et la promotion d'un développement équilibré au bénéfice de tous les Tunisiens", a assuré M. Tsakiris dans un communiqué. Tous les prêts seront accordés à des conditions avantageuses en termes de taux et d'échéances, a précisé la BEI. Dans le détail, une ligne de crédit de 170 millions d'euros sera allouée à "un soutien renforcé des micro, petites et moyennes entreprises qui constituent 90% des entreprises du pays et emploient 60% de la main d'œuvre". Un projet accompagné d'une subvention de l'UE de 8 millions d'euros. La BEI a prévu également un financement de 210 millions d'euros pour moderniser l'axe routier "stratégique" entre Sfax (Centre-est), la deuxième ville de Tunisie, et Kasserine (Centre-ouest). Un troisième prêt de 45 millions contribuera à financer le projet européen d'interconnexion électrique Elmed entre la Tunisie et l'Italie, devant transporter de l'énergie durable. La BEI accordera en outre une subvention de 25 millions d'euros à la modernisation (rénovation et informatisation) des établissements scolaires tunisiens, complétant un prêt de 40 millions octroyé l'an passé.

MAURITANIE

Lancement de la saison de réflexion 2024 du HCE

Les travaux du Haut Conseil de l'Education (HCE) ont débuté, à Nouakchott, en présence de quelques membres du Conseil, de personnalités de référence ayant une grande expérience dans le domaine de l'éducation en termes d'encadrement et de service, ainsi que de certaines instances de la société civile intéressées par l'éducation.

Au cours de la journée, les participants assisteront à des présentations sur les questions de l'enseignement obligatoire et des passerelles de communication, qui déboucheront sur un ensemble de recommandations, de propositions et un diagnostic complet de leurs dimensions. Intervenant à cette occasion, le président du HCE, M. Brahim Vall Ould Mohamed Lemine, a souligné l'importance de cette

rencontre en tant qu'opportunité pour mettre à profit les expériences de nombreux experts et figures de référence ayant occupé des fonctions ministérielles et administratives dans le domaine de l'éducation, ce qui se répercutera positivement sur les résultats des travaux des participants. Il a indiqué que cette première saison de réflexion, organisée par le Conseil, constitue un appui et un accompagnement aux efforts

du gouvernement visant à donner une forte impulsion à la mise en œuvre de la réforme de notre système éducatif, ajoutant que l'approche développée par le Conseil dans ce contexte consiste à organiser des rencontres de dialogue qui réunissent des intellectuels, des spécialistes et des experts, ainsi que des personnes directement impliquées dans les affaires de l'éducation.

EGYPTE

Le nouveau gouvernement aura affaire à de multiples défis sur le plan interne et externe

Après la décision du président de la République de confier au premier ministre, Mostafa Madbouly, la tâche de former un nouveau gouvernement, Dr Medhat Nafie, professeur d'économie à l'Université du Caire, revient sur les grands défis de la période à venir. Le premier défi auquel le nouveau gouvernement Madbouly fera face est le degré de cohésion de ses membres pour

réaliser ce que le président de la République a demandé. Parmi les dossiers les plus importants figurent notamment la sécurité nationale et le développement humain. En effet, le nouveau gouvernement sera confronté à des défis exceptionnels à la fois sur les plans interne et externe. L'aspect économique est présent dans divers dossiers. La sécurité économique est l'un des piliers les plus importants.

Il y a aussi le dossier de la sécurité alimentaire, la sécurité de l'emploi et la sécurité énergétique qui relèvent tous de la sécurité économique. Et aucun de ces éléments ne peut être réalisé sans une économie forte, une croissance économique élevée, durable et stimulée par l'investissement, ainsi qu'une distribution plus équitable des ressources et des revenus. Je pense qu'il est nécessaire que le premier mi-

nistre ait un adjoint qui soit responsable des affaires économiques. Le rôle de cet adjoint sera de coordonner les politiques économiques, financières et monétaires de manière à réaliser les objectifs de la vision 2030 et à aller plus loin encore vers des perspectives plus ambitieuses. Le secteur privé doit également jouer un rôle plus important dans la réforme économique.

Le Caire compte cultiver 126 000 hectares supplémentaires de blé en 2024/2025

L'Égypte est le premier importateur africain de blé. Le pays qui en est aussi le principal producteur sur le continent, cherche à réduire son déficit de production et les dépenses associées aux achats de la céréale sur le marché international. En Égypte, le gouvernement souhaite porter la surface consacrée à la culture de blé à 1,47 million d'hectares en 2024/2025, soit 126 000 hectares de plus que la superficie emblavée au cours de la campagne précédente. C'est ce qu'a révélé Hala El-Said ministre de la Planification et du Développement économique, le 26 mai.

D'après la responsable, cet objectif, s'il se réalise, permettra d'augmenter les stocks de blé du pays à 5,2 millions de tonnes, contre un volume tournant autour de 4 millions de tonnes en 2023/2024. Ce projet s'aligne sur les ambitions du gouvernement qui souhaite augmenter la production locale pour réduire ses achats sur le marché international. Pour l'heure, l'Égypte dépend encore à hauteur de 53 % des importations pour satisfaire sa consommation en blé qui s'élèvent à plus de 20 millions de tonnes par an alors que l'offre oscille autour de 8-9 millions de tonnes.

En vue de diversifier son approvisionnement dans la céréale, le pays a décidé d'ajouter 3 nouveaux pays à son portefeuille de fournisseur sur le marché international à partir de 2025. Selon les informations relayées par le média Zawya citant une source proche du dossier ayant requis l'anonymat, le gouvernement serait actuellement en pourparlers avec le Zimbabwe, le Mexique et la Suède dans ce cadre. Il convient de noter que l'Égypte achète actuellement du blé principalement en provenance de la Russie, de la France, de la Roumanie et de l'Ukraine, d'après l'USDA.

SOUDAN DU SUD

20 millions de dollars pour aider 4 Etats

La Coordinatrice de l'aide humanitaire au Soudan du Sud, Anita Kiki Gbeho, a annoncé mardi un don de 20 millions de dollars du fonds d'aide humanitaire du pays SSHF au profit des régions d'East Aweil dans la province du Bahr el Ghazal du Nord, de Nasir dans la province du Haut-Nil et de Rubkona dans l'Unité et Pibor dans la province

administrative du Grand Pibor. Un communiqué publié par le Bureau de coordination de l'aide d'urgence des Nations Unies (OCHA) de la ville de Juba au Soudan du Sud, cite Mme Gbeho disant que "les habitants de ces zones sont confrontés à une très mauvaise situation et ont besoin d'aide. Ces fonds serviront à répondre à leurs besoins alimentaires urgents et à assu-

rer la prospérité des communautés qui les ont accueillis ainsi que des personnes revenues du Soudan, actuellement en guerre". Cette allocation de fonds vise, selon la coordinatrice, à accroître le financement direct des ONG nationales de la société civile. L'allocation de 20 millions de dollars poursuivra et complètera les alloca-

tions de financement précédentes, dont 16 millions de dollars alloués par le Fonds général pour les interventions d'urgence en septembre 2023. Les besoins humanitaires du pays pour l'année 2024 nécessitent une aide de 1,8 milliard de dollars pour soutenir 6 millions de personnes à travers le Soudan du Sud.

DETTE AFRICAINE

27 pays ont dépassé la barre des 60% du PIB en 2023

Le rapport révèle que 769 millions d'Africains, soit près des deux tiers de la population du continent, vivent dans des pays où les paiements d'intérêts dépassent les dépenses publiques dans l'éducation ou la santé.

Le nombre de pays africains dont le ratio dette/PIB dépasse 60 % est passé de 6 en 2013 à 27 en 2023, en raison notamment de multiples chocs exogènes mondiaux tels que la pandémie de covid-19, la guerre en Ukraine et la crise climatique en cours, selon un rapport publié le mardi 4 juin 2024 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Intitulé « A World of debt : agrowingburden to global prosperity » (Un monde de dettes : un fardeau de plus en plus lourd pour la prospérité mondiale), le rapport indique que le remboursement de la dette est parallèlement devenu plus coûteux, ce qui impacte les pays en développement de manière disproportionnée. En 2023, ceux-ci ont payé 847 milliards de dollars d'intérêts nets, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2021. Les pays en développement ont aussi emprunté au niveau international à des taux deux à quatre fois supérieurs à ceux des Etats-Unis et six à douze fois supérieurs à ceux de l'Allemagne. Les taux moyens ap-

pliqués aux euro-obligations émises par les pays africains entre 2020 et 2024 se sont, en effet, établis à 9,8% en Afrique contre 0,8% en Allemagne, 2,5% aux Etats-Unis, 5,3% dans la région Asie & Océanie et 6,8% dans la région Amérique latine & Caraïbes. Par ailleurs, l'augmentation rapide du coût des intérêts limite les budgets des pays africains, qui ont consacré 9,2% de leurs recettes publiques au service de la dette en 2023 contre 4,4% en 2010. De plus, près de la moitié des 54 pays en développement qui ont consacré au moins 10 % des recettes publiques au paiement des intérêts de la dette en 2023 se trouvent en Afrique. Le rapport révèle en outre, qu'environ 769 millions d'Africains, soit près des deux tiers de la population totale du continent, vivent dans des pays où les paiements d'intérêts dépassent les dépenses publiques dans l'éducation ou la santé. En Afrique en effet, les dépenses moyennes en intérêts par habitant (70 dollars) dépassent celles consacrées à l'éducation (60

dollars) et à la santé (39 dollars). Notant que les pays en développement consacrent actuellement une part plus importante de leur PIB au paiement des intérêts (2,4 %) qu'aux initiatives en faveur du climat (2,1 %), la CNUCED propose un plan visant à réorganiser le système financier mondial et à stimuler les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies afin de lutter contre la crise actuelle de la dette. Ce plan recommande notamment l'amélioration de la participation effective des pays en développement à la gouvernance des systèmes financiers mondiaux, la réduction du coût croissant de la dette et du risque de surendettement par le biais d'un nouveau mécanisme efficace de restructuration de la dette, le renforcement des financements d'urgence pour fournir davantage de liquidités en temps de crise et l'augmentation des financements abordables et à long terme en mobilisant les banques multilatérales de développement et les ressources privées.

SÉNÉGAL

Le pays produit son premier baril de pétrole

Alors que l'unité flottante de production et de stockage du projet pétrolier Sangomar a été accueillie en février, l'entrée du projet en phase opérationnelle avait été annoncée pour mai 2024 au moins. La compagnie pétrolière Woodside a officialisé mardi 11 juin, la mise en service du projet pétrolier en mer Sangomar, développé au Sénégal, dans le cadre de la joint-venture Rufisque Offshore, Sangomar Offshore, SangomarDeep Off-

shore (RSSD) conjointement avec Petrosen, la société publique sénégalaise du pétrole. « C'est un jour historique pour le Sénégal et pour Woodside », a déclaré Meg O'Neill, la PDG de Woodside. Un développement intervenant certes en retard sur les prévisions, mais qui, pour Thierno Ly, le patron de Petrosen, « marque une nouvelle ère pour l'industrie et l'économie » du Sénégal. Premier projet pétrolier offshore du pays ouest-africain,

l'initiative aura coûté entre 4,9 et 5,2 milliards de dollars dans sa première phase de développement qui comprend l'installation d'une plateforme flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), capable de produire jusqu'à 100 000 b/j de pétrole brut. Cette phase de développement a impliqué le forage de 21 puits sur les 23, notamment 11 puits producteurs, 10 d'injection d'eau et 2 d'injection de gaz, initialement prévus. Les parties

prenantes se sont entendues pour l'ajout d'un 24ème puits, dont le forage devrait être finalisé au terme de la campagne de forage en cours. L'entrée en production du projet pétrolier Sangomar intervient dans la foulée de l'annonce de progrès significatifs de l'initiative gazière Greater Tortue Ahmeyim (GTA), l'autre projet énergétique du Sénégal, impliquant la Mauritanie et dont l'arrivée en phase d'exploitation est attendue pour le 3ème trimestre 2024.

AFRIQUE DU SUD

Tronox signe un accord pour 200 MW supplémentaires d'énergie propre

Une fois ce projet achevé, environ 70 % des besoins en électricité de Tronox en Afrique du Sud seront couverts par des énergies renouvelables, et les émissions de la société dans le pays seront réduites de 54 %. Le fabricant intégré de pigments de dioxyde de titane, Tronox, a annoncé le 6 juin la conclusion d'un accord d'achat d'électricité à long terme avec NOA Group pour 497 GWh d'énergie contractuelle totale qui devrait être fournie par des centrales d'une capacité supérieure à 200 MW d'énergie éolienne et solaire.

Cette énergie va notamment approvisionner les mines et les fonderies de Tronox en Afrique du Sud. La société prévoit que le projet sera entièrement mis en œuvre d'ici la fin de l'année 2027 et devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre des champs d'application 1 et 2 de Tronox d'environ 12 % à l'échelle mondiale. Cette annonce fait suite à plusieurs autres faites par les industriels miniers sud-africains qui, dans le cadre de la transition énergétique et pour réduire leur dépendance au réseau défaillant du pays, se

tournent vers les énergies renouvelables. Cette démarche est facilitée par le programme sud-africain d'approvisionnement en énergies renouvelables (REIPPPP) et les différentes initiatives du gouvernement qui promeuvent les énergies propres aux dépens du charbon. Pour Tronox en particulier, ce nouvel accord s'ajoute à l'entente sur l'énergie solaire de 200 MW annoncée en 2022 avec le groupe SOLA, qui a été entièrement mis en œuvre en avril 2024 et qui fournit actuellement de l'énergie aux opérations de l'entreprise.

TANZANIE

Hausse de 14 % de la production d'aliments pour bétail en 2022/2023

En Tanzanie, l'élevage contribue à hauteur de 27 % au PIB agricole. Le gouvernement qui souhaite accroître la production locale de bétail encourage également les investissements dans les industries connexes comme celles des aliments pour animaux. En Tanzanie, la production d'aliments destinés au bétail s'est établie à 1,58 million de tonnes en 2022/2023, affichant une hausse de 14 % par rapport à la saison précédente (1,38 million de tonnes). C'est ce qu'a révélé Exaud Kigahe, ministre de l'Industrie et du Commerce, le 7 juin. Cette amélioration de l'offre dans l'industrie locale est le fait de nouveaux investissements réalisés dans le secteur. D'après M. Kigahe, 22 nouvelles unités de fabrication d'aliments pour le bétail ont en effet été enregistrées dans les régions de Arusha, Kili- mandjaro, Dar es-Salaam, Morogoro, Iringa, Mbeya, Coast et Shinyanga. Globalement, cette expansion a fait passer le nombre total d'usines opérant dans l'industrie locale des aliments pour bétail à 221. « Le gouvernement continuera à promouvoir l'investissement dans les industries de production d'aliments pour le bétail et à veiller à ce que les aliments produits répondent aux normes requises en fonction des besoins », a déclaré Kigahe. La Tanzanie dépend encore à hauteur de 60 % des importations pour couvrir ses besoins en aliments pour bétail. Le pays d'Afrique de l'Est possédait un cheptel composé de 33,9 millions de bovins, 24,5 millions de caprins et 8,5 millions d'ovins, d'après les données du bureau national des statistiques (NBS) datant de 2020. Rappelons que le gouvernement a prévu d'injecter près de 2 000 milliards de shillings (762 millions \$) dans son plan quinquennal de transformation du secteur de l'élevage (LSTP) sur la période 2023-2027.

CAC40

Léger rebond vers 7812 Pts avant la réunion de la Fed

La Bourse de Paris débute la séance en hausse mercredi pour une séance qui s'annonce riche en indicateurs, sans oublier les annonces de la Réserve fédérale américaine qui tomberont dans la soirée. L'indice CAC40 progresse de 0,3% vers 7812 points après trois séances consécutives dans le rouge.

Les écarts pourraient toutefois rester limités alors que les investisseurs attendent les données sur les prix à la consommation aux Etats-Unis, avant les décisions de la Fed. S'il est quasiment acquis que la banque centrale américaine laissera sa politique monétaire inchangée, les investisseurs s'inquiètent de ce qu'elle dira sur le rythme des baisses de taux à venir. Les nouvelles projections de l'institution devraient indiquer que les baisses de taux seront finalement moins nombreuses cette année, au nombre de deux contre trois anticipées jusqu'à présent. Si l'économie américaine se porte plutôt bien à l'heure actuelle, elle reste encore soumise à de vents contraires, notamment au niveau de l'inflation. Les annonces de la Fed sont attendues à 20h00 (heure de Paris) et seront suivies, à

partir de 20h30, par une conférence de presse de son président, Jerome Powell. Le communiqué de la Réserve fédérale sera précédé à 14h30 par la parution des chiffres des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, qui devraient montrer un léger ralentissement du rythme de l'inflation. 'Nous nous attendons à une réaction plutôt favorable des marchés aux rendez-vous prévus aujourd'hui', indiquent ce matin les analystes de Danske Bank. En Europe, la séance est rythmée par la publication des derniers chiffres de l'inflation allemande, puis par ceux de la production industrielle au Royaume-Uni. Le Taux d'inflation en Allemagne - mesurée comme la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) - était de +2,4 % en mai 2024 selon Destatis. En avril et mars 2024, le Taux était de +2,2

%. Après deux mois de hausse, la production industrielle britannique est repartie à la baisse en avril. Le Bureau national des statistiques (ONS) a indiqué ce matin que la production industrielle avait reculé de 0,9% par rapport au mois précédent, alors que les analystes de Bank of America attendaient une baisse plus limitée de 0,4%. L'agenda chargé du jour devrait permettre aux investisseurs de tourner la page des élections européennes et de leur lourd impact sur les places financières du Vieux Continent. Hier, la Bourse de Paris avait aligné une seconde séance de forte baisse en cédant plus de 1,3%, sous le seuil des 7800 points, suite à l'apparition d'un important mouvement vendeur sur les OAT. Le rendement des

obligations françaises à dix ans se détend un peu ce matin, pour revenir autour de 3,22%, ce qui lui permet de réduire un peu son écart par rapport à son équivalent allemand qui se maintient à 2,62%. Outre-Atlantique, le marché obligataire confirme son embellie avec un rendement des Treasuries à 10 ans qui reflue vers 4,40%. Wall Street en a profité pour signer une nouvelle rafale de records hier soir, bien aidé par l'accueil favorable réservé aux dernières avancées d'Apple (+7,2%) dans l'IA. Les cours du pétrole repartent à la hausse en attendant les stocks de brut américains, qui paraîtront dans l'après-midi. Le Brent avance de 0,4% à 82,5 dollars tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) prend 0,3% à 78,6 dollars.

POINT-MARCHÉS

L'Europe entame la séance dans le vert, repli des rendements avant la Fed

Les principales Bourses européennes progressent prudemment mercredi en début de séance, se redressant légèrement avec la baisse des rendements obligataires de la zone euro et après deux séances difficiles liées aux turbulences politiques provoquées par la convocation d'élections législatives anticipées en France. À Paris, le CAC 40 gagne 0,34% à 7.815,59 points vers 07h35 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,64% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,5%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,52 %, le FTSEurofirst 300 de 0,47% et le Stoxx 600 de 0,46%. Les indices boursiers européens commentent la séance sur une note positive, y compris les banques françaises, après avoir été secoués par la perspective d'un éventuel gouvernement dirigé par le Rassemblement national (RN) en France. Ces inquiétudes ont entraîné des pertes pour les banques françaises et une hausse des rendements des obligations souveraines, une tendance qui s'est atténuée mardi en fin de journée. Dans une note, Jefferies estime que le marché a réagi "de manière excessive"

sur les valeurs bancaires. "(...) les principaux risques pour les banques sont principalement la perspective d'une taxe bancaire - ce problème s'est avéré surmontable dans d'autres pays et ces risques sont maintenant surévalués dans ces banques à notre avis - et un retard dans l'union bancaire européenne (...) avec des ramifications en chaîne pour les fusions-acquisitions", écrivent les analystes. Les opérateurs de marché restent par ailleurs prudents avant les données sur l'inflation américaine en mai, attendues à 12h30 GMT, et les annonces de politique monétaire de la Réserve fédérale prévues dans la soirée. Aux valeurs, les banques françaises Société générale et BNP Paribas gagnent environ 1% et Crédit agricole 3%, cette dernière étant par ailleurs soutenue par le relèvement de la recommandation de Jefferies à "acheter" contre "conserver". Ailleurs en Europe, Umicore plonge de 4% après avoir abaissé ses perspectives pour 2024 en raison du ralentissement du marché des véhicules électriques.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Juin 2024 Valeur : 13 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5661	134.5811
1	EUR	EURO		144.8739	144.9169
1	GBP	POUND STERLING		171.1384	171.2010
100	JPY	JAPANESE YEN		85.5202	85.5352
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5501	18.5524
1	CHF	SWISS FRANC		150.0347	150.1016
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.7596	97.7989
1	DKK	DANISH KRONE		19.4224	19.4274
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8282	12.8314
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6133	12.6182
1	AED	UAE DIRHAM		36.6346	36.6416
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8795	35.8854
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7548	438.9468
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7116	43.1408
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5094	13.5109
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4905	27.6313
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5431	3.5435
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5397	177.5397

PARIS

Dans l'attente de la réunion de la Fed et du CPI US

La Bourse de Paris débute la séance en hausse mercredi pour une séance qui s'annonce riche en indicateurs, sans oublier les annonces de la Réserve fédérale américaine qui tomberont dans la soirée. L'indice CAC40 progresse de 0,3% vers 7816 points après trois séances consécutives dans le rouge. Les écarts pourraient toutefois rester limités alors que les investisseurs attendent les données sur les prix à la consommation aux Etats-Unis, avant les décisions de la Fed. S'il est quasiment acquis que la banque centrale américaine laissera sa politique monétaire inchangée, les investisseurs s'inquiètent de ce qu'elle dira sur le rythme des baisses de taux à venir. Les nouvelles projections de l'institu-

tion devraient indiquer que les baisses de taux seront finalement moins nombreuses cette année, au nombre de deux contre trois anticipées jusqu'à présent. Si l'économie américaine se porte plutôt bien à l'heure actuelle, elle reste encore soumise à de vents contraires, notamment au niveau de l'inflation. Les annonces de la Fed sont attendues à 20h00 (heure de Paris) et seront suivies, à partir de 20h30, par une conférence de presse de son président, Jerome Powell. Le communiqué de la Réserve fédérale sera précédé à 14h30 par la parution des chiffres des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, qui devraient montrer un léger ralentissement du rythme de l'inflation.

'Nous nous attendons à une réaction plutôt favorable des marchés aux rendez-vous prévus aujourd'hui', indiquent ce matin les analystes de Danske Bank. En Europe, la séance est rythmée par la publication des derniers chiffres de l'inflation allemande, puis par ceux de la production industrielle au Royaume-Uni. Le Taux d'inflation en Allemagne - mesurée comme la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) - était de +2,4 % en mai 2024 selon Destatis. En avril et mars 2024, le Taux était de +2,2 %. Après deux mois de hausse, la production industrielle britannique est repartie à la baisse en avril. Le Bureau national des statistiques (ONS)

a indiqué ce matin que la production industrielle avait reculé de 0,9% par rapport au mois précédent, alors que les analystes de Bank of America attendaient une baisse plus limitée de 0,4%. L'agenda chargé du jour devrait permettre aux investisseurs de tourner la page des élections européennes et de leur lourd impact sur les places financières du Vieux Continent. Hier, la Bourse de Paris avait aligné une seconde séance de forte baisse en cédant plus de 1,3%, sous le seuil des 7800 points, suite à l'apparition d'un important mouvement vendeur sur les OAT. Le rendement des obligations françaises à dix ans se détend un peu ce matin, pour revenir autour de 3,22%, ce qui lui permet de réduire un peu

son écart par rapport à son équivalent allemand qui se maintient à 2,62%. Outre-Atlantique, le marché obligataire confirme son embellie avec un rendement des Treasuries à 10 ans qui reflue vers 4,40%. Wall Street en a profité pour signer une nouvelle rafale de records hier soir, bien aidé par l'accueil favorable réservé aux dernières avancées d'Apple (+7,2%) dans l'IA. Les cours du pétrole repartent à la hausse en attendant les stocks de brut américains, qui paraîtront dans l'après-midi. Le Brent avance de 0,4% à 82,5 dollars tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) prend 0,3% à 78,6 dollars.

NÉGOCIATIONS POUR LE RACHAT DE NATURGY PAR TAQA

L'opération «avortée»

L'Offre publique d'achat (OPA) prévue pour le rachat du groupe énergétique espagnol Naturgy par l'émirati Taqa est "avortée", après "l'abandon" de l'opération par ce dernier, rapporte le quotidien espagnol El Mundo, citant des sources proches des négociations.

"Des sources proches des négociations attribuent à Taqa la décision d'abandonner l'OPA, affirmant que celle-ci est totalement enterrée", rapporte le quotidien. "Elle ne se fera plus", affirment ces sources citées par le journal, évoquant "le refus catégorique de l'entreprise étatique émiratie" de poursuivre l'opération. C'est ainsi que "la plus grande OPA prévue sur le marché espagnol, d'une valeur supérieure à 25 milliards d'euros, est avortée", soutient El Mundo, en avançant que "le conseil d'administration du groupe énergétique émirati Taqa s'est retiré par surprise des négociations pour lancer une OPA sur Naturgy. L'opération, menée conjointement avec Criteria, visait à céder les parts des fonds CVC et GIP, qui détiennent plus de 40% de la société gazière espagnole, et à assurer la stabilité du groupe énergétique, rappelle le journal. "Le président de Taqa, le ministre des Investissements des Emirats, Moha-

med Hassan AlSuwaidi, et son conseil d'administration ont finalement rejeté l'OPA négociée par son PDG, Jasim-HusainThabet, avec son homologue chez Criteria", écrit le journal. Taqa avait déjà montré des "signes de réticence ces derniers jours dans une longue négociation où les promoteurs de l'OPA ont également affronté le fonds CVC", dévoile-t-il, soulignant que "des sources proches de ce fonds nient être à l'origine de la rupture". Les actions de Naturgy ont clôturé lundi à 24,86 euros, loin du prix nécessaire pour racheter les 40% détenus par les fonds GIP et CVC. Une fois le marché fermé, le bras investisseur de la Caixa a confirmé la fin de l'opération dans un communiqué, déclarant qu'il chercherait d'autres solutions. CriteriaCaixa, holding qui gère le patrimoine d'entreprise de la Fondation "la Caixa", a communiqué à la Commission Nationale du Marché des Valeurs (CNMV) que les discussions entamées avec la société Taqa, visant à parvenir à un accord de partenariat

pour stabiliser l'actionnariat de Naturgy, "sont terminées, faute d'avoir abouti", indique le communiqué. "CriteriaCaixa continuera d'explorer des alternatives pour assurer le projet industriel de Naturgy et accélérer sa croissance, par des options qui stabilisent l'actionnariat de la société, et qui permettent à CriteriaCaixa de maintenir sa position en tant que principal actionnaire espagnol de référence dans la société", ajoute-t-il. La société conclut en réaffirmant que sa position en tant que premier actionnaire n'est pas de vendre, mais au contraire: "CriteriaCaixa réitère son engagement en tant qu'investisseur de long terme avec le projet industriel de Naturgy, dont elle est le premier actionnaire depuis des décennies, et réaffirme sa volonté de défendre les intérêts de la société énergétique afin de contribuer à maintenir l'entreprise cotée en Espagne, assurer un plan industriel cohérent avec la transition énergétique, et maintenir la sécurité de l'approvisionnement énergétique en Espagne".

JAPON

La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance en 2024

La Banque mondiale a réduit ses prévisions de croissance économique pour le Japon en 2024 de 0,9% à 0,7%, tout en relevant les perspectives de croissance mondiale pour l'année de 2,4% à 2,6%, ont rapporté les médias locaux. Les prévisions de croissance pour le Japon ont baissé de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'estimation précédente de janvier dernier en raison de la faible croissance de la consommation et du ralentissement des exportations, ainsi que de l'arrêt de la croissance de la demande en provenance des touristes étrangers, a rapporté mardi Jiji Press, citant le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales. La croissance économique du Japon devrait atteindre 1% en 2025, car la consommation devrait s'améliorer modérément, a ajouté le média. Dans le même temps, l'économie mondiale devrait éviter une troisième baisse consécutive de la croissance du PIB réel depuis un important rebond post-pandémique en 2021, avec une stabilisation de la croissance en 2024 à 2,6%, sans changement par rapport à 2023, selon le rapport.

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN TROIS ANS

La croissance mondiale se stabilise

Selon la dernière édition des Perspectives économiques mondiales, la croissance mondiale devrait se stabiliser en 2024 pour la première fois depuis trois ans, mais à un niveau relativement faible par rapport aux tendances historiques récentes. La croissance mondiale devrait se maintenir à 2,6 % en 2024 avant de remonter légèrement à 2,7 % en moyenne en 2025-2026, prévoit le rapport de la Banque mondiale. Soit un niveau bien en deçà de la moyenne de 3,1 % enregistrée au cours de la décennie précédant la pandémie de COVID-19. D'après ces prévisions, dans 60 % des économies, qui représen-

tent ensemble plus de 80 % de la population mondiale et du PIB mondial, la croissance sur la période 2024-2026 sera plus lente qu'au cours de la décennie pré-COVID. Dans l'ensemble des économies en développement, la croissance devrait légèrement fléchir par rapport à 2023, pour s'établir en moyenne à 4 % en 2024-2025. Elle devrait s'accélérer dans les pays à faible revenu, pour atteindre 5 % en 2024, contre 3,8 % en 2023. Dans 75 % d'entre eux, toutefois, les perspectives de croissance pour 2024 ont été revues à la baisse par rapport aux prévisions établies en janvier. Dans les économies avancées, la croissance

devrait rester stable à 1,5 % en 2024 avant de progresser à 1,7 % en 2025. « Quatre ans après les bouleversements provoqués par la pandémie, à laquelle ont succédé conflits, inflation et durcissement monétaire, la croissance économique mondiale donne des signes de stabilisation, souligne Indermit Gill, premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale. Elle n'a cependant pas retrouvé ses niveaux d'avant 2020. Et les prévisions économiques sont encore plus préoccupantes pour les pays les plus pauvres du monde, qui pâtissent en outre du lourd fardeau que constitue le service de la dette, de possi-

bilités restreintes sur le plan des échanges commerciaux et de la survenue d'épisodes climatiques coûteux. Les économies en développement devront trouver des moyens d'encourager l'investissement privé, de réduire la dette publique et d'améliorer l'éducation, la santé et les infrastructures de base. Les plus pauvres d'entre elles — en particulier les 75 pays admis à bénéficier des financements concesssionnels de l'Association internationale de développement — ne pourront pas y parvenir sans l'aide de la communauté internationale. » Une économie en développement sur quatre devrait rester plus pauvre cette année qu'elle

ne l'était à la veille de la pandémie en 2019. Et cette proportion est deux fois plus élevée pour les pays en situation de fragilité et de conflit. En outre, l'écart de revenu qui les sépare des économies avancées devrait se creuser dans près de la moitié des économies en développement au cours de la période 2020-2024 (soit une proportion au plus haut depuis les années 1990). Indicateur important du niveau de vie, le revenu par habitant dans les pays en développement ne devrait augmenter que de 3 % par an en moyenne jusqu'en 2026, soit une croissance bien inférieure au taux de 3,8 % enregistré dans la décennie pré-COVID.

OMS

2,7 millions de décès par an en Europe imputables à quatre secteurs industriels

Tabac, aliments ultra-transformés, combustibles fossiles et alcool, promus par des lobbys industriels, sont responsables de 2,7 millions de décès par an en Europe, a alerté mercredi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui appelle à une meilleure régulation. Ces "quatre industries tuent chaque jour au moins 7.000 personnes" à travers la région, qui compte 53 pays et s'étend jusqu'à l'Asie centrale, a indiqué le directeur régional Hans Kluge, cité dans un communiqué. "Les tactiques de l'industrie consistent à exploiter les personnes vulnérables par le truchement de

stratégies de marketing ciblées, à tromper les consommateurs et à faire de fausses déclarations sur les avantages de leurs produits ou sur leur respect de l'environnement", a-t-il affirmé. Ces tactiques mettent à mal la lutte contre les maladies non transmissibles, comme les maladies cardiovasculaires qui sont à l'origine de quatre décès sur dix en Europe. Pour l'OMS, en promouvant leurs produits, les géants du tabac, de l'alimentation, des énergies fossiles et de l'alcool, interfèrent dans les efforts de prévention et de contrôle de maladies comme les cancers ou le diabète. Les

pratiques des grands groupes alimentent les inégalités et les récurrences de cancer, de maladies cardiovasculaires et respiratoires chroniques et de diabète. Elles "constituent un obstacle majeur aux politiques de prévention", a déploré l'OMS. Elles "maximisent les bénéfices et compromettent la santé publique". Le surpoids et l'obésité touchent près de 60% des adultes et près d'un enfant sur trois sur le Vieux Continent. Les données les plus récentes (2017) montrent en outre qu'un décès sur cinq dû aux maladies cardiovasculaires et aux cancers en Europe est imputable à une alimentation

malsaine. Pour protéger les populations, l'OMS recommande l'application d'une réglementation plus stricte concernant notamment la commercialisation de produits nocifs pour la santé, les pratiques monopolistiques, la fiscalité des multinationales et l'exploitation des populations vulnérables en période de crise. "Les être humains doivent primer sur le profit, toujours", a insisté M. Kluge. Dans le monde, tabac, aliments ultra-transformés, combustibles fossiles et alcool, promus par des lobbys industriels, sont responsables de 19 millions de décès par an.

VOLKSWAGEN

Une Golf R Clubsport en préparation

La toute première mouture de la Volkswagen Golf GTI disposait de 110 ch, la huitième génération fraîchement restylée en revendique 265. Et la plus sportive des Golf, la R, en distille 333. Mais la course à la puissance n'est pas terminée, une Golf R Clubsport est en préparation. Jusqu'où ira-t-elle ?



2024, c'est l'année des 50 ans de la Volkswagen Golf. Le constructeur ne se prive d'aucune occasion pour célébrer le demi-siècle de sa berline star. Dès le mois de janvier, une rétrospective des huit générations a été exposée à Rétromobile avec, en première mondiale, le bain de foule de la Golf 8 restylée. La déclinaison GTI de la Golf Mk8 ph2 a reçu une poignée de chevaux supplémentaires sous son capot et revendique désormais 265 équidés.

Golf GTI Clubsport, la plus puissante des traction

Ce fut ensuite au tour de la Golf 8 GTI Clubsport de passer par la case restylage avec 300 ch sous le capot, puissance res-

pectable qui en fait la traction la plus performante de la gamme. De son côté, la Golf 8 R, forte de 333 ch et disposant de la transmission intégrale 4Motion, n'est pas encore passée sur la table d'opération. Cela ne devrait plus tarder. Cependant afin de finir en beauté et souffler dignement ces 50 bougies, une variante encore plus affûtée serait dans les cartons. Martin Hübner le porte-parole de Volkswagen a déclaré à nos confrères américains de Road&Track qu'une déclinaison Golf R Clubsport était à l'étude. Il s'agirait d'un modèle orienté piste, avec des suspensions spécifiques et une forte "cure d'amaigrissement" pour réduire le poids global et ainsi améliorer les performances. Il manque encore une étape au projet, et

non des moindres : la validation finale par le conseil d'administration. Une chose est sûre, si cette Volkswagen Golf R Clubsport voyait le jour, il s'agirait probablement d'une édition limitée à l'instar de la Golf R 333, assemblée à 333 unités, chacune facturées 76 410 €. Dans les faits, le moteur à quatre cylindres 2.0 TSI de la Golf disposait déjà de 348 ch pour la version GTI Clubsport de compétition engagée le 1er juin lors des 24 Heures du circuit du Nürburgring, sobriement baptisée Golf GTI Clubsport 24h. Il y a dix ans, pour célébrer les 40 ans de la Golf, ce même moteur fut boosté à 400 ch et 450 Nm à bord du concept car Golf R400. Un engin de salon – en l'occurrence celui de Pékin –, dont la fiche technique reven-

diquait un 0 à 100 km/h expédié en 3,9 secondes et une vitesse de pointe de 280 km/h.

Ne pas faire d'ombre à l'Audi RS3

Reste à savoir maintenant si un moteur de série ayant la contrainte de tenir dans le temps peut encaisser une telle cavalerie. Affaire à suivre. Par ailleurs, ne perdons pas de vue que dans la hiérarchie du Groupe Volkswagen, la Golf R Clubsport soit-elle, ne doit pas commettre un crime de lèse-majesté et pour cette raison ne peut égaler l'Audi RS3, dont le moteur à 5 cylindres 2.5 TFSI revendique 400 ch. La performance est aussi une affaire politique.

PORSCHE 911 GULF BLUE RSR

Le meilleur du Restomod ?

Singer en tête, les réalisations sur base de Porsche 911 sont des collecteurs en puissance. Portrait d'une 911 classique revue par The RSR Project, vendue pour la coquette somme de 375 000 \$. Les Porsche 911 classiques dont les prix ne cessent de grimper sont aussi une source d'inspiration inépuisable pour les nombreux ateliers spécialisés et les préparateurs. Ces derniers dans la mouvance du Restomod, cet art qui consiste à moderniser, sécuriser et rendre encore plus performant des modèles d'antan, multiplient les réalisations. Ici, il s'agit de la société new-yorkaise The RSR Project qui vient tout juste d'achever cette 911 dont la livrée s'inspire de celles des bolides de Stuttgart à l'époque sponsorisés par le célèbre pétrolier Texan.

Jusqu'à 3,5 litres de cylindrée

Pour mémoire l'atelier The RSR Project n'œuvre généralement que sur des Porsche 911 d'entre 1984 et 1989 – autrement dit une partie de la série G, celle qui succède à la 901 et précède la 964 – pour lesquelles entre 12 et 15 mois de travaux sont nécessaires. Seules des bases saines sans accident ni rouille sont employées et la mécanique, la transmission, les suspensions tout comme le vitrage et l'habitacle sont revus de fond en comble. La réalisation que vous avez sous les yeux rend hommage à la 911 Carrera RS 2,7 litres de 1973 avec son célèbre aileron en queue de canard intégré au capot moteur. Modernité oblige la mécanique laisse le choix entre des blocs à six cylindres à



plat de 3,2 litres, 3,4 litres ou encore 3,5 litres. Le freinage est assuré par des étriers à quatre pistons et les jantes sont enrobées de pneumatiques Michelin TB-15 typé compétition historique avec un dessin d'époque pour une efficacité contemporaine.

Roulez au frais pour 10 000 \$ supplémentaires

À bord, la sellerie et l'habillage ont été refaits à neuf, l'atelier The RSR Project propose même en option une climatisation facturée 10 000 \$ (9 296 €). Une coquette somme, mais finalement pas grand-chose au vu du tarif global du véhicule, qui réclame 375 000 \$ (348 594 €). Richard Shickman, le fondateur de RSR, indique s'être construit un véhicule similaire pour son usage personnel.

APPLE INTELLIGENCE, CHATGPT DANS SIRI

Apple s'épanche sur sa stratégie IA à la WWDC 2024

Lors de la WWDC 2024, Apple a levé le voile sur Apple Intelligence, sa nouvelle solution d'intelligence artificielle générative, tout en annonçant un partenariat stratégique avec OpenAI pour intégrer ChatGPT dans ses applications. Retour sur ces annonces qui promettent un vent de fraîcheur au sein de l'écosystème Apple.

Les rumeurs avaient vu juste : Apple et son équipe marketing de choc ont décidé de baptiser cette suite de fonctionnalités IA en toute humilité, en optant pour le nom Apple Intelligence. Derrière ce nom, la volonté d'Apple est de rattraper son retard sur ses concurrents et de proposer l'intelligence artificielle selon ses termes, c'est-à-dire distillée dans son écosystème et avec des applications « réelles » pour monsieur Tout-le-Monde.

De l'IA à la carte pour vos iDevices

Apple Intelligence, tant attendue, a été présentée par Tim Cook comme une étape majeure pour l'écosystème Apple. « Elle doit comprendre votre contexte personnel, comme votre routine, vos relations et vos communications », a expliqué le PDG d'Apple. Cette IA va à contresens de l'intelligence artificielle traditionnelle comme ce à quoi nous a habitué OpenAI, en se basant sur divers petits modèles de langage et d'intelligence pour offrir des réponses adaptées à chaque utilisateur. La sécurité et la confidentialité sont au cœur de cette nouvelle technologie. Selon Craig Federighi, l'homme qui chapeaute le logiciel à Cupertino, Apple Intelligence utilise les données personnelles des utilisateurs de manière locale autant que possible. Beaucoup de ces modèles fonctionnent entièrement sur l'appareil, a-t-il précisé, soulignant l'importance de la confidentialité et de la sécurité des données. Cependant, pour des processus plus complexes, Apple utilise le "Private Cloud Compute", garantissant que même lorsque les données sont traitées dans le cloud, elles restent protégées par les technologies de sécurité d'Apple. Apple Intelligence sera intégrée dans iOS, macOS et VisionOS. Les utilisateurs pourront profiter de fonctions comme la génération d'images personnalisées avec Image Playground, des réponses intelligentes dans les mails, et même des émojis personnalisés avec Genmoji. En somme, Apple vient ici rattraper son retard sur la concurrence... en tuant quelques start-ups au passage.

ChatGPT se fait une place dans l'écosystème Apple

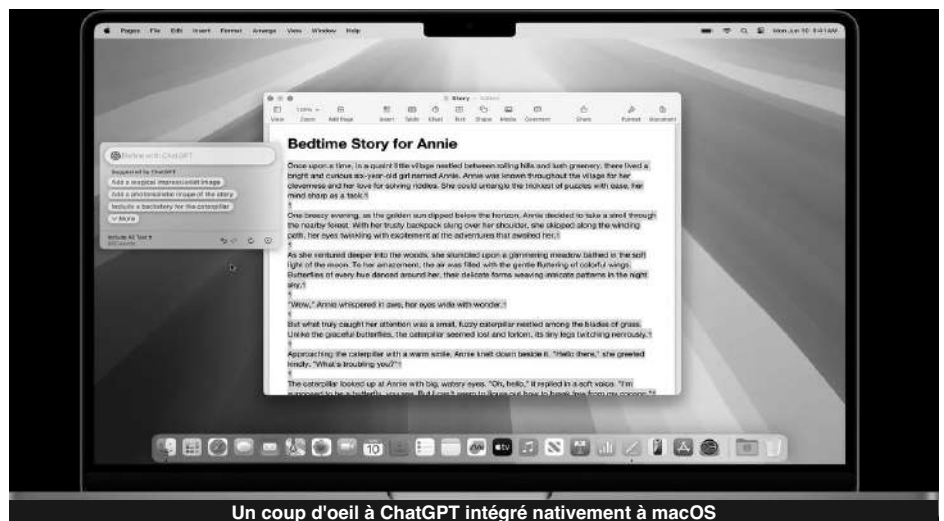
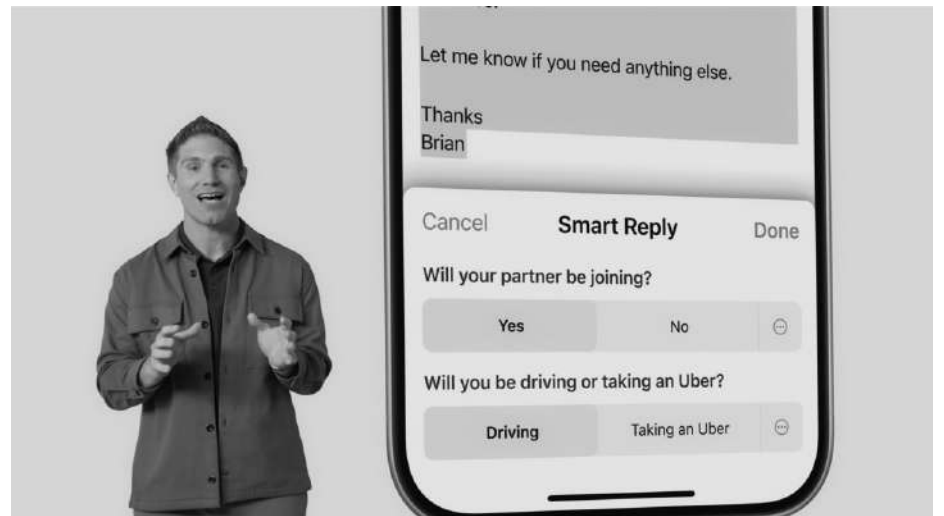
Des bruits de couloir l'évoquaient, voilà un secret de polichinelle qui n'est plus : Apple se dote de ChatGPT pour compléter sa suite d'outils annoncée. Grâce à l'intégration de ChatGPT, Siri est désormais capable d'offrir des réponses plus détaillées et contextualisées, transformant l'assistant vocal en un outil beaucoup plus puissant et polyvalent. Par exemple, Siri peut désormais suggérer des idées de menus en fonction des in-

grédients disponibles dans votre jardin ou aider à planifier des événements en tenant compte de vos préférences personnelles. Avec cette intégration, les utilisateurs pourront également envoyer des photos et des documents à ChatGPT via Siri pour obtenir des réponses précises et adaptées. Cela signifie que, si vous avez besoin de conseils pour une recette en utilisant certains ingrédients, il vous suffira de demander à Siri, qui transmettra les informations à ChatGPT pour une réponse immédiate et personnalisée. Cette fonctionnalité étend considérablement les capacités de Siri, le rendant plus interactif et utile dans la vie quotidienne.

La marque à la pomme a également annoncé que ChatGPT sera intégré dans des outils d'écriture à l'échelle du système, comme son outil d'écriture Apple Intelligence. Ces outils permettront aux utilisateurs de créer du contenu, y compris des images, ou de demander des révisions et des variations de texte directement à ChatGPT. Cette fonctionnalité sera disponible sur iOS 18, iPadOS 18 et macOS Sequoia plus tard cette année, sans nécessiter de compte OpenAI. Pour ceux qui souscrivent à un abonnement premium de ChatGPT, des fonctions supplémentaires seront accessibles.

De nouvelles possibilités pour les développeurs

WWDC oblige, la firme de Cupertino a également expliqué comment les développeurs peuvent doter leurs applications d'Apple Intelligence. Avec l'intégration de la technologie dans les outils de développement de Xcode, les développeurs disposent désormais de nouveaux SDK et API pour enrichir leurs propres applications avec les capacités de l'IA générative d'Apple. Cela signifie que des fonctions comme la création d'images avec Image Playground ou des outils d'écriture améliorés pourront être ajoutés facilement à n'importe quelle application. SiriKit, le framework permettant d'intégrer Siri dans des applications tierces, voit ses capacités étendues grâce à Apple Intelligence. Les développeurs peuvent désormais permettre à leurs applications de tirer parti de l'intelligence contextuelle et des interactions plus naturelles. Par exemple, une application de gestion de tâches pourrait utiliser Siri pour ajouter des éléments à une liste ou programmer des rappels en fonction des habitudes de l'utilisateur. Pour beaucoup de développeurs, ces annonces pourraient être synonymes d'économies puisqu'ils n'auront plus à utiliser des API de petits modèles comme GPT-3.5 pour certaines fonctions de leurs applications.



Un coup d'oeil à ChatGPT intégré nativement à macOS

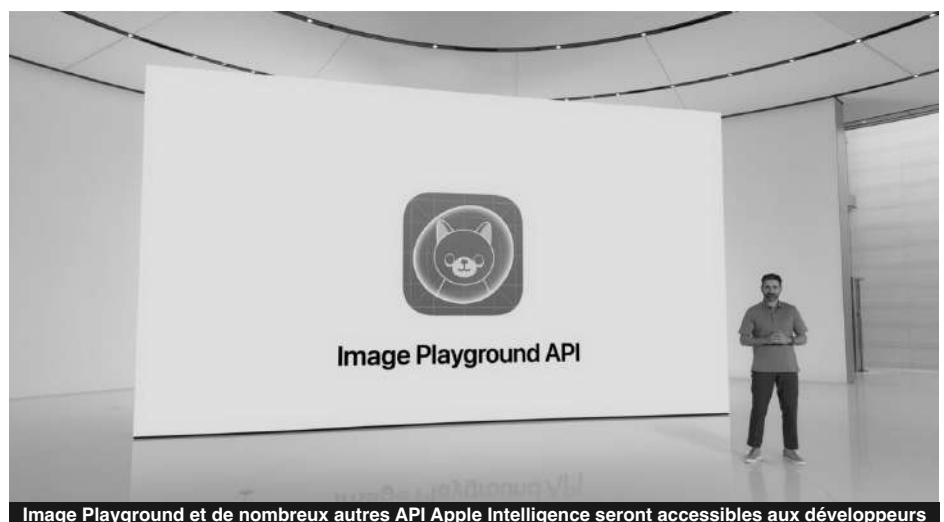


Image Playground et de nombreux autres API Apple Intelligence seront accessibles aux développeurs

L'intelligence d'Apple pour tout le monde, ou presque

Apple Intelligence, bien que prometteuse, ne sera pas accessible à tous. Lors de la WWDC 2024, Apple a annoncé que cette nouvelle suite de fonctionnalités IA serait réservée à une sélection d'appareils. Pour profiter pleinement d'Apple Intelligence, il faudra posséder l'un des derniers modèles d'iPhone, iPad ou Mac. Concrètement, seuls les iPhone 15 Pro et iPhone 15 Pro Max équipés du processeur A17 Pro, ainsi que les iPad et Mac dotés de la puce M1 ou des versions ultérieures, seront compatibles. Cette restriction signifie que l'iPad Pro, l'iPad Air, le MacBook Air et le Mac-

Book Pro, ainsi que les iMac, Mac mini, Mac Studio (M1 Max et plus) et le Mac Pro (M2 Ultra), pourront bénéficier de ces nouvelles fonctionnalités. Les utilisateurs d'appareils plus anciens devront, en revanche, se passer de ces innovations. En d'autres termes, ceux qui ne possèdent pas les derniers modèles devront investir dans un nouvel appareil pour profiter de l'IA d'Apple. Quant aux dates de disponibilité, Apple Intelligence sera proposée en version bêta dès cet automne, mais seulement en anglais dans un premier temps. Apple a promis que d'autres langues et fonctions suivront au cours de l'année prochaine, et on voit bien le français en faire partie.

Mots fléchés

Bohémien	↓	Foi	↓	Lisière	↓	Eloigné	↓	Orateur grec	↓	Fric	↓	Réjouissance	↓
Affreuses						Edenté		Lieu de fouilles				Pierre tombale	
	↳						↓		↓				
Jeune rongeur		Dépouillai		Sépia	→					Levant	→		↓
	↳			Sigle de la République Française						Durabilité			
		↓		↓				Élude	→	↓			
Énergie	→				Ville allemande	→			Terre émergée	→			Dieu gaulois
Fuit					Vagabonde								
	↳			Artère partant du coeur	↓	Particule		Carreau de pierre	→				↓
Oiseau aquatique	→			↓		↓		↓		Grandes ouvertes	→		
Salades							Epées						
	↳						↓			Lac des Pyrénées		Fin de messe	Opinion favorable
Troisième personne du pluriel		Longue période	→			Dépôts-sèdes	→			↓		↓	↓
		Poème				Lettre grecque							
	↳		↓	Pratique		Étiqués	→						Primordiale
Cratère sur la lune	Exécuté	→	↓		Pronom personnel	→			Visage	→			↓
	Arbrisseau du Brésil				Primate				Vert				
	↳	↓		Laitreuse	→	↓			↓		Cité engloutie	→	
				Petit ruisseau							La loi du silence		
Fruit	→			↓		Panneau mobile		Magicienne		Organisation pour la santé	→	↓	
Genres au cinéma										Vient de rire			
	↳					↓		Pubère	→	↓			
Devant Guevara	→			Note de musique	→		Prophète d'Israël	→				Arrose St-Omer	
Qualité d'huiles							Cube de jeu						
	↳			Enveloppe de caoutchouc	→	Spectacle au far-west	→			Rongeur	→	↓	
				Métal						Perroquet			
Plissée	Rognon	Divisible par deux	→	↓				Altérai	→	↓			
								Partie tendre					
	↓							Bigla	→	↓		Rivière suisse	
								Un sens					
Fédération		Un allemand	→			Autorisation	→	↓			Devant Capone	→	↓
		Germanium				Note de musique					Geste de scout		
	↳	↓				Silencieux	→			Bastringue	→	↓	
Natif	→		Poisson plat	→				Perdu	→				

L'ambassade de Palestine salue la décision du président de la République

L'ambassade de l'Etat de Palestine à Alger a salué "hautement", mercredi, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative au versement anticipé de la deuxième tranche de la contribution financière de l'Algérie au budget de l'Autorité palestinienne, indique un communiqué de l'ambassade. L'ambassade de Palestine a précisé que cette décision, au moment où la Palestine, peuple et dirigeants, subissent une guerre génocidaire qui menace son existence et ses capacités, "démontre la position algérienne constante en faveur du peuple palestinien et de sa juste cause et constitue une nouvelle illustration du soutien du président Abdelmadjid Tebboune et du peuple algérien aux droits légitimes du peuple palestinien et à sa juste cause".

OIT

Quelque 79 millions d'enfants engagés dans des travaux dangereux

Quelque 79 millions d'enfants, sont engagés dans des travaux dangereux, déplore le Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Gilbert F. Hounbo, soulignant la nécessité de faire de l'élimination du travail des enfants, un objectif central des politiques économiques et sociales. "Quelque 160 millions d'enfants sont toujours engagés dans le travail. Cela représente un enfant sur 10. Parmi eux, 79 millions sont engagés dans des travaux dangereux", explique M. Hounbo, dans un message vidéo marquant le 25e anniversaire de la convention 182 sur les pires formes de travail des enfants - la seule convention de l'OIT universellement ratifiée - et la Journée internationale contre le travail des enfants, commémorée le 12 juin de chaque année. A cet égard, M. Hangbo souligne la nécessité de faire de l'élimination du travail des enfants, "un objectif central des politiques économiques et sociales. Il a en outre rappelé la réunion des dirigeants à Durban, en Afrique du Sud, il y a deux ans, qui avaient déclaré que mettre un terme au travail des enfants devrait constituer un objectif central des politiques économiques et sociales. "C'est pour cette raison, respectons nos engagements, mettons fin au travail des enfants", précise le chef de l'OIT dans son message, appelant à transformer cet engagement universel "en actions universelles dès maintenant".

ONU/SAHARA OCCIDENTAL

Bendjama réitère la position immuable de l'Algérie

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama, a réitéré "avec force" les fondamentaux de la position immuable de l'Algérie sur la décolonisation et le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. "Notre politique étrangère est basée sur des principes cardinaux dont le droit à l'autodétermination que nous revendiquons au profit des peuples colonisés sur cette terre et nous ne changerons pas", a affirmé l'ambassadeur Bendjama, lors des travaux de la session du Comité de décolonisation de l'ONU (C-24), tenus mardi à New York. "Le C-24 est pour nous d'une importance particulière, nous pays ayant souffert de la colonisation et aujourd'hui indépendants et présents avec fierté dans cet hémicycle", a dit l'ambassadeur Bendjama dans son allocution avant d'ajouter: "Nous venons des quatre coins du monde et un à un nous avons accédé à l'indépendance. Parfois à l'issue d'une lutte acharnée pour l'autodétermination et la liberté". Et de poursuivre, dans ce contexte que, ce processus "demeure malheureusement inachevé et, aujourd'hui, le Sahara occidental constitue le plus grand territoire colonisé et l'ultime colonie en Afrique". Après avoir fait observer que le territoire du Sahara occidental s'est retrouvé, dès le retrait de l'ancien colo-

nisateur, envahi et occupé militairement par ses deux voisins, le Maroc et la Mauritanie, qui se sont partagés de manière illégale et indécente le territoire, et tout en précisant que trois ans plus tard avec le retrait de la Mauritanie, le Maroc a occupé l'autre partie du territoire, l'ambassadeur Bendjama, a posé deux questions lancinantes. Il s'est interrogé, premièrement, "si le Maroc avait réellement des droits historiques inaliénables sur ce territoire, ce qui lui nie la Cour Internationale de Justice (CIJ), pourquoi a-t-il accepté de le dépecer et le partager avec la Mauritanie?". Ensuite, il a lancé la seconde question: "Si le Maroc était sûr que les Sahraouis vivent dans un paradis au Sahara occidental pourquoi, résiste-t-il à la consultation par les Nations unies de la population sahraouie par le biais d'un referendum? Et concède-t-il, en échange, un plan d'autonomie dans le cadre de sa souveraineté?". L'ambassadeur Bendjama a consacré la partie finale de son discours au rappel méthodique rigoureux des fondamentaux de la question du Sahara occidental. Ainsi, il a tenu à rappeler que le statut juridique du Sahara occidental est depuis longtemps clairement défini au niveau des Nations unies, Assemblée générale et Conseil de sécurité confondus, c'est un territoire distinct et séparé du Maroc et toutes les résolutions de l'ONU consacrent le droit légi-

time et inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Déclaration confirmée par la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui évoque "l'application de la résolution au Sahara occidental, en particulier le principe d'autodétermination basé sur l'expression libre et authentique de la volonté du peuple du territoire, à travers un référendum d'autodétermination libre et équitable", a-t-il précisé. M. Bendjama a ensuite rappelé un fait historique indéniable en soulignant que, "sous la pression de la communauté internationale, feu sa majesté le Roi Hassan II, que dieu ait son âme, avait concédé ici même, que le Maroc s'engage solennellement à se considérer comme obligé et tenu par les résultats de ce referendum". En appui à son argumentaire, l'ambassadeur Bendjama a ajouté que le Conseil de sécurité lui-même a créé, dans cet objectif, la MINURSO (Mission des Nations Unies pour le Referendum au Sahara Occidental) qui devait recenser la population sahraouie et organiser sous son contrôle le referendum. Mais depuis, a-t-il poursuivi, "de reniement en reniement, et avec une mauvaise volonté avérée, le Royaume du Maroc a découragé plusieurs personnalités chargées par le SG des Nations unies de faciliter l'organisation de ce referendum". Dignement, ces hautes personnalités ont préféré jeter l'éponge, a-t-il encore dit à ce propos.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'université au cœur des enjeux du développement économique

Tous les enjeux du développement économique convergent vers l'innovation et la recherche-développement, en d'autres termes vers la formation supérieure et la recherche. La compétitivité des entreprises (et de l'économie nécessairement) est fortement corrélée avec l'innovation et la qualité de la ressource humaine. Le capital humain, depuis les travaux pionniers de deux économistes, Prix Nobel : Th. Schultz (1979) et G. Becker (1984), est un facteur décisif dans la compétitivité, on parlait plutôt de productivité. Leur démonstration part de l'hypothèse que l'impact de la formation sur la productivité et l'innovation est réel et peut même être mesuré à long terme. D'ailleurs, ils considèrent que le financement de la formation peut être récupéré par le différentiel de productivité procuré par l'impact de la formation sur celle-ci. C'est souvent ce qui justifie que les entreprises financent les étudiants ou encore, que les étudiants contractent des crédits pour financer leurs études car ils considèrent que la formation leur procure un niveau de salaire leur permettant de rembourser le crédit. C'est la deuxième hypothèse qui peut poser problème dans certains contextes ; c'est-à-dire que les revenus ou les salaires ne sont pas toujours corrélés au niveau des qualifications ou de la productivité. Le capital humain recouvre « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. » « Le capi-

tal humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité » (OCDE). L'investissement en capital humain est aujourd'hui l'un des grands thèmes de la politique publique dans les pays développés. Il semble pouvoir apporter des solutions à plusieurs problèmes auxquels les décideurs politiques ont été confrontés au cours des dernières décennies, à savoir le ralentissement de la croissance économique dans la plupart des pays occidentaux depuis 1973, la montée du chômage et la polarisation des revenus. L'accumulation de capital humain permettrait en effet des gains de productivité favorables à la croissance et à l'emploi. L'existence d'un marché de travail efficient, faisant ressortir la nature et le niveau de qualification et des compétences est nécessaire pour justifier les dépenses de formation aux compétences et aux qualifications. Sans ce marché, les dépenses de formation seront considérées comme des dépenses pour la culture générale dont l'impact sur le développement existe mais pas significatif. En Algérie, on note le fort taux de chômage des diplômés de l'université (plus de deux fois le taux de chômage général). Quelle explication à ce constat ? Les entreprises ne sont pas assez développées au plan technologique pour recruter des ingénieurs ? Ou plutôt, les diplômés ne sont pas bien formés pour intégrer une structure productive ? Il est vrai que la frontière technologique n'est pas franchie par les entreprises algériennes, même si, certaines

sont très sophistiquées. Quoi qu'on pense, la qualité de la formation dans l'enseignement supérieur est faiblement adaptée aux besoins des entreprises. Par ailleurs, les Start-Up ne sont pas une panacée pour régler les problèmes d'emploi des jeunes diplômés. Le taux de mortalité des start-Up est très élevé dans le monde et il est encore plus élevé en Algérie en raison de l'absence d'un écosystème approprié à ce genre d'entreprise. Les Start-Up ne constituent pas une politique de développement, mais juste un segment dans un processus de développement. Alors faire de ce segment l'axe principal de l'activité de l'université, c'est changer sa vocation principale qui est la formation à des compétences et des qualifications. Occuper tous les étudiants à créer des Start-Up est une démarche qui risque d'avoir à la sortie des étudiants mal formés (des programmes de formation amputés par le temps consacré au projet Start-Up) et peu de Start-Up lancées réellement. Le volontarisme dans l'action sans un regard critique sur celle-ci risque de se transformer en idéologie. L'université doit continuer à former des ingénieurs et des compétences d'abord, car tous les étudiants ne sont pas et ne pourront pas tous devenir des entrepreneurs et des innovateurs, la très grande majorité est destinée au marché du travail et donc elle a besoin d'une formation solide donnant des qualifications et des savoir-faire utiles. Méfions nous des effets « mode ».